

A LA MEMOIRE DES 1 500 000 VICTIMES ARMENIENNES
24 avril 2020 : 105e anniversaire du génocide arménien de 1915
perpétré par le gouvernement Jeune-Turc

106 ans de déni : ça suffit !

VEILLE MEDIA

Vendredi 12 Février 2021

Retrouvez les informations sur notre blog :

collectifvan.blogspot.com

SOMMAIRE

Info Collectif VAN - collectifvan.blogspot.com - Le Collectif VAN [Vigilance Arménienne contre le Négationnisme] vous propose une revue de presse des informations parues dans la presse francophone sur les thèmes concernant le négationnisme, le racisme, l'antisémitisme, le génocide arménien, la Shoah, le génocide des Tutsi, les crimes perpétrés au Darfour, la Turquie, l'Union européenne, l'occupation de Chypre, etc... Nous vous suggérons également de prendre le temps de lire ou relire les articles mis en ligne dans la rubrique [Info Collectif VAN](#) et les traductions regroupées dans notre rubrique [Actions VAN](#). Par ailleurs, certains articles en anglais, allemand, turc, etc, ne sont disponibles que dans la newsletter Word que nous générons chaque jour. Pour la recevoir, abonnez-vous à la Veille-Média : c'est gratuit ! Vous recevrez le document du lundi au vendredi dans votre boîte email. Bonne lecture!

**«Loups Gris, haine en ligne, négationnisme en milieu scolaire, entrisme électoral : l'État turc agite ses relais en France» -
PARTIE 1**

10/02/2021 – Collectif VAN

<https://collectifvan.blogspot.com/2021/02/loups-gris-haine-en-ligne-negationnisme.html>

**«Loups Gris, haine en ligne, négationnisme en milieu scolaire, entrisme électoral : l'État turc agite ses relais en France» -
PARTIE 2**

10/02/2021 – Collectif VAN

https://collectifvan.blogspot.com/2021/02/loups-gris-haine-en-ligne-negationnisme_9.html

Presse arménienne : Revue du 6 au 8 février 2021

12/02/2021 – Collectif VAN

<https://collectifvan.blogspot.com/2021/02/presse-armenienne-revue-du-6-au-8.html>

La mort de Benjamin Orenstein, l'un des derniers survivants de la Shoah

11/02/2021 - Benoît Hopquin - Le Monde

https://www.lemonde.fr/disparitions/article/2021/02/11/la-mort-de-benjamin-orenstein-l-un-des-derniers-survivants-de-la-shoah_6069627_3382.html

« La Turquie pousse ses ressortissants à s'impliquer dans la construction de l'islam de France »

04/02/2021 - Laurence Desjoyaux - La Vie

<https://www.lavie.fr/actualite/geopolitique/la-turquie-pousse-ses-ressortissants-a-simpliquer-dans-la-construction-de-lislam-de-france-70918.php>

Monde : retour sur plusieurs mois de tensions diplomatiques entre la France et la Turquie

11/02/2021 - C. Mallay franceinfo France Télévisions

https://www.francetvinfo.fr/politique/emmanuel-macron/monde-retour-sur-plusieurs-mois-de-tensions-diplomatiques-entre-la-france-et-la-turquie_4292671.html

Israël propose aux réseaux sociaux une stratégie contre l'antisémitisme

10/02/2021 - L'Orient-Le Jour

<https://www.lorientlejour.com/article/1251498/israel-propose-aux-reseaux-sociaux-une-strategie-contre-lantisemitisme.html>

La Turquie rejette l'appel de Washington à libérer le mécène Kavala

11/02/2021 - L'Orient-Le Jour

<https://www.lorientlejour.com/article/1251588/la-turquie-rejette-lappel-de-washington-a-liberer-le-mecene-kavala.html>

Turquie, un « agenda positif » au prix de l'abdication des valeurs européennes ?

10/02/2021 - La Croix

<https://www.la-croix.com/Debats/Turquie-agenda-positif-prix-labdication-valeurs-europeennes-2021-02-10-1201139994>

“Au revoir Maman, on se verra au ciel” : les terribles souvenirs d'Albertine, survivante du génocide rwandais

11/02/2021 – Sud Ouest

<https://www.sudouest.fr/international/sod-rwanda-au-revoir-maman-on-se-verra-au-ciel-1281010.php>

Marvel obligé de reprendre une case d'Immortal Hulk

12/02/2021 - Le Figaro

<https://www.lefigaro.fr/bd/marvel-oblige-de-reprendre-une-case-d-immortal-hulk-jugee-antisemite-20210211>

En Turquie, la colère d'une jeunesse qui n'a rien connu d'autre qu'Erdogan

12/02/2021 - Marie Jégo – Le Monde

https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/02/11/en-turquie-erdogan-est-bouscule-par-une-jeunesse-desenchantee_6069548_3232.html

La Turquie ne fera pas marche arrière sur les systèmes S-400 russes

reuters.com | 11/02/2021 – La Tribune

<https://www.latribune.fr/depeches/reuters/KBN2AB2NP/la-turquie-ne-fera-pas-marche-arriere-sur-les-systemes-s-400-russes.html>

En Libye, un tandem au pouvoir adoubé par la Russie et la Turquie

11/02/2021 - Patrick ANGEVIN - Ouest-France

<https://www.ouest-france.fr/monde/libye/en-libye-un-tandem-au-pouvoir-adoube-par-moscou-et-ankara-7150803>

A Istanbul, l'avenir de l'université francophone de Galatasaray est menacé

11/02/2021 - Nicolas Cheviron - Mediapart

https://www.mediapart.fr/journal/international/110221/istanbul-l-avenir-de-l-universite-francophone-de-galatasaray-est-menace?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xtr=CS3-5&fbclid

[=IwAR05r7v_5WnaA9573qnGXQmh3nQiFht13zyIA3sZOgYZ5YiR58D_w_uf_rJg](#)

Ces jeunes Turcs qui ne veulent plus « baisser les yeux »

Le Point

Par Guillaume Perrier Publié le 11/02/2021 à 10h00

https://www.lepoint.fr/monde/ces-jeunes-turcs-qui-ne-veulent-plus-baisser-les-yeux-11-02-2021-2413592_24.php?utm_term=Autofeed&utm_medium=Social&utm_source=Twitter&Echobox=1613045099#xtor=CS1-32-%5BEchobox%5D

Pas de pourparlers entre l'Arménie et la Turquie sur l'ouverture de leur frontière

12/02/2021 – NAM

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=76060

Noémie Madar : "Un antisémitisme du quotidien s'est installé dans la rue, dans les écoles, les universités"

12/02/2021 - Mathilde Munos - France Inter

<https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-6h20/l-invite-de-6h20-12-fevrier-2021>

INFOS COLLECTIF VAN

« Loups Gris, haine en ligne, négationnisme en milieu scolaire, entrisme électoral : l'État turc agite ses relais en France » - PARTIE 1

IL N'Y A PAS D'AVENIR POUR UNE HUMANITÉ QUI CAUTIONNE LE GÉNOCIDE



les
génocides
VOUS
regardent

<http://collectifvan.blogspot.com/> Twitter @Collectif_VAN facebook.com/collectif.van

Info Collectif VAN - collectifvan.blogspot.com - Le lundi 8 février 2021, se sont tenues dans les salons de l'Hôtel de Ville de Paris, les « Assises nationales de la lutte contre le négationnisme » qui sont organisées depuis 2010 à l'initiative de Frederic Encel et Paris School of Business, en partenariat avec la LICRA, le Mémorial de la Shoah, Conspiracy Watch, DILCRAH, Paris School of Business Alumni, et dont le thème cette année était « 20 ans après la loi de reconnaissance du génocide arménien : bilan et perspectives ». Le Blog du Collectif VAN publie ici la première partie de l'intervention du Collectif VAN [Vigilance Arménienne contre le Négationnisme] qui a participé au panel de 15h aux côtés d'Alexis GOVCIYAN, Maire-adjoint du 9^e arr. de Paris, Patrick KLUGMAN, Avocat, Valérie IGOUNET, historienne spécialiste du négationnisme, et Vincent NIORE, Avocat et vice-Bâtonnier du Barreau de Paris.

11^e Edition des « [Assises nationales de la lutte contre le négationnisme](#) »

Lundi 8 février 2021 - Hôtel de Ville de Paris

Séta PAPAZIAN, Présidente du Collectif VAN [Vigilance Arménienne contre le Négationnisme]

PARTIE 1

(PARTIE 2 à lire ICI :

https://collectifvan.blogspot.com/2021/02/loups-gris-haine-en-ligne-negationnisme_9.html)

« De par son caractère purement déclaratif (« *La France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915.* »), et son absence de portée normative, la Loi du 29 janvier 2001 laisse le champ libre à une expression négationniste, totalement en roue libre sur internet et les réseaux sociaux, ces vecteurs n'existant pas ou peu en 2001. La particularité du négationnisme visant le génocide arménien est qu'il est amplement encouragé, si ce n'est diligué, par des Etats, en premier lieu et historiquement, par la Turquie, auteur impuni du Crime de 1915, et depuis la chute de l'URSS, par l'Azerbaïdjan, République turcophone alliée d'Ankara, qui professe un racisme anti-arménien virulent au plus haut niveau de l'Etat.

Tant Ankara que Bakou ont des relais de poids en France, qu'il s'agisse de la myriade d'associations turques qui émaillent le territoire et qui sont en majeure partie totalement dévouées à Erdogan, ou d'élus locaux et parlementaires français qui relayent sans complexe la propagande mensongère officielle de ces deux autocraties. De nombreuses enquêtes journalistiques ont révélé l'impact de la corruption azérie dans les instances européennes. Erdogan agite quant à lui devant l'Union européenne le chiffon rouge des 3 millions de réfugiés qu'il retient en Turquie, rendant Bruxelles excessivement conciliante face à toutes ses provocations. Alors que le président turc a béni le 10 décembre 2020 à Bakou la mémoire d'Enver Pacha, l'un des principaux instigateurs du génocide arménien, où en est-on sur le terrain de la négation du génocide arménien, 20 ans après la loi ?

Le constat que le Collectif VAN dresse est alarmant : en deux décennies, la négation du génocide arménien et la violence haineuse envers les descendants des rescapés de 1915 sont devenues exponentielles en France, comme c'est le cas partout en Europe et aux Etats-Unis. Chez ceux qui affichent fièrement une identité turque basée sur un nationalisme exacerbé, les déclarations toxiques dans l'espace public, que cet espace soit ou non virtuel, semblent être devenues la norme. Hormis les propos négationnistes qui leur sont opposés, les Arméniens sont traités de bactéries, de parasites, de Sida, et désormais de Coronavirus, par une "journaliste" qui n'hésite pas à afficher sa dévotion irrationnelle pour [Erdogan](#), soit par de faux-comptes Twitter s'affichant comme "arméniens", à l'instar de @antibacteries. Selon ces affidés d'Ankara, leurs insultes (racistes) ne seraient adressés qu'aux "extrémistes"

arméniens, mais ce qualificatif regroupe en fait tous ceux qui demandent la reconnaissance du génocide.



Dialogue entre le faux-compte arménien @antibacteries et l'égérie du négationnisme franco-turc

Les menaces et pressions contre ceux qui – au sein de la communauté turque – s’opposent courageusement à la doxa négationniste et islamo-nationaliste, contraignent souvent ces progressistes à jeter l’éponge ou du moins à opter pour plus de discrétion. Parmi les populations originaires de Turquie, seuls restent réellement et ouvertement solidaires des Français d’origine arménienne, les militants kurdes, eux-mêmes soumis aux attaques violentes des pro-Erdogan qui les assimilent à des « terroristes du PKK ».

1. Manifestations de haine et agressions contre les Arméniens

Après la loi, le premier événement marquant se tient en 2004 : [cinq Français d'origine arménienne](#) animant devant la Mairie de Valence (Drôme), un stand d'information sur le génocide arménien et la Turquie en Europe, sont violemment frappés par une vingtaine de Turcs munis de bouteilles en verre, qui vocifèrent : [« nos grands-parents vous ont massacrés, on va continuer le travail »](#). Les agresseurs menacent les

militants arméniens « **on va tous vous brûler** » et profèrent des injures racistes. Au-delà des nombreuses séquelles physiques, c'est un énorme choc psychologique pour les descendants de rescapés du génocide confrontés à l'inimaginable.

Le verdict, rendu deux ans après, condamne deux des inculpés à 1€ symbolique, avec dispense de peine, alors que 4 et 6 mois de prison avec sursis avaient été requis.

C'est à Lyon que se tient le 18 mars 2006, avec l'autorisation du Préfet, la première [manifestation négationniste](#) d'ampleur, rappelant les défilés de miliciens fascistes.



18 mars 2006 : 3000 manifestants défilent dans le centre de Lyon dont de nombreux Loups Gris violents. Photos MJ. Visuel Collectif VAN.

Cet épisode effrayant est suivi d'autres manifestations à Paris : la plus importante réunit [25.000 Turcs de France et d'Europe](#) le 21 janvier 2012, pour « contester la pénalisation de la liberté d'expression ».

En matière de défense de la liberté d'expression, il s'agit en réalité de la liberté de nier le génocide arménien. Les associations turques sont vent debout contre la loi Boyer pénalisant la négation du génocide arménien, adoptée en décembre 2011 à l'Assemblée Nationale et en janvier 2012 au Sénat. Constantes de toutes ces manifestations in-situ ou on-line : la rhétorique sur le « **soi-disant génocide arménien** » ou « **le mensonge international du génocide arménien** », la victimisation (les Arméniens ne chercheraient qu'à nuire aux Turcs en inventant un génocide et ce, par islamophobie). Autres constantes : la présence menaçante des Loups Gris et celle du sinistre [Comité Talaat Pacha](#) : ce dernier est pour les Arméniens ce que serait pour les Juifs un Comité Adolf Hitler défilant à Paris ou s'exposant sur internet...



Talat Paşa Komitesi Talat Paşa'yı andı
aydinlikgazete.com

Les membres du Comité Talaat Pacha (principal instigateur du génocide arménien de 1915) devant le Mausolée d'Istanbul dédié à leur héros.

Par ailleurs, des actes de vandalisme sont régulièrement commis contre les monuments commémorant le génocide arménien à Paris, Marseille, Lyon, et ailleurs. Des conférences sur des thèmes du type « **Génocide arménien : et si on vous avait menti ?** » sont organisées par le COJEP (Conseil pour la Justice, l'Égalité et la Paix, proche de l'AKP) ou d'autres associations franco-turques, tandis qu'une myriade de sites et blogs francophones fournit clé en main une propagande négationniste, souvent écrite par des mercenaires français qui tentent de donner un vernis universitaire à la documentation officielle d'Ankara, et alimentent la haine contre les Arméniens, coupables de tous les maux. La tendance actuelle étant de prétendre que les Arméniens seraient antisémites et qu'ils « inventeraient » un génocide par jalousie envers les Juifs.

Par le biais de parlementaires acquis à la Turquie ou l'Azerbaïdjan, des conférences sont organisées dans le cadre de l'Assemblée nationale ou du Sénat, donnant la parole à des négationnistes notoires sous les ors de la République.

Ces derniers temps, l'inquiétude monte d'un cran chez les Français d'origine arménienne. Le 24 juillet 2020 à Décines, près de Lyon, une manifestation arménienne qui a lieu en présence des élus locaux, est attaquée par une cinquantaine de jeunes Franco-turcs. Ces derniers répondent à l'appel du jeune Ahmet Çetin, alors très actif sur les réseaux sociaux sous le pseudo [@1francoturc](#). Armés de couteaux et barres de fer, les ultras s'en prennent à des magasins tenus par des Arméniens, et même aux CRS venus sécuriser le rassemblement officiel.



Légende photo : Selfie d'Ahmet Cetin, à la tête des jeunes ultras-nationalistes rassemblés sous le signe des Loups Gris

Arborant des T-shirts à l'effigie des Loups Gris et faisant avec les doigts le signe distinctif du groupe fasciste paramilitaire turc, ils hurlent les slogans **« Nous ne connaissons pas la peur ! », « Nous sommes les soldats des montagnes », « Je suis le commando turc ! »**.

Ils postent des vidéos sur Facebook, en expliquant **« On va en zone de guerre avec nos flingues »**. L'organisateur se filme au sein de cette manifestation où l'on vocifère : **« Allahu Akbar », « On est chez eux »** (« Chez eux » parce que Décines est appelée la « Petite Arménie »).

Ahmet Çetin précise ses objectifs dans une vidéo vue + de 13 000 fois : **« Si le gouvernement [turc] nous donne 2000 €, s'il nous octroie un salaire et qu'il nous donne une arme, si vous comprenez ce que je veux dire, alors dans ce cas-là on ira dans toute la France, y a aucun problème »**. Il continue : **« faites ce que vous devez faire par vous-mêmes. Que chacun s'occupe de sa ville », « à Lyon, nous, on gère »**.

Trois associations saisissent la justice (le CDCA, le CCAF et SOS Racisme). Leurs avocats qualifient ces propos de « négationnistes, prônant l'allégeance à l'Etat turc et professant la haine ».

Le 17 septembre 2020, à Bourg-en-Bresse, le franco-turc de 23 ans, marié et père de famille, comparaît pour *"provocation publique à la violence ou à la haine raciale"*. Pour avoir appelé à user de violence envers les Arméniens de France, il n'écope le 5 novembre que de quatre mois de prison avec sursis.

Il n'est pas anodin de mentionner qu'à l'époque des faits pour lesquels il a été jugé, le jeune nationaliste s'affichait sur sa page Instagram, en train

de se recueillir sur la tombe d'Abdullah Çatlı, mafieux turc et criminel fasciste notoire, ancien responsable en Turquie des **Foyers idéalistes** (nom officiel des Loups Gris), auteur ou organisateur de nombreuses exécutions politiques en Turquie et en Europe.



Légende photo : Le Franco-Turc Ahmet Çetin voue un culte à Abdullah Çatlı, criminel des Foyers idéalistes (Loups Gris)

Peu de temps avant son expédition-commando à Décines, Ahmet Çetin avait tenu à « *mémorer (sic) l'esprit* » du Loup Gris Abdullah Çatlı lors d'un [Live](#) où il donnait la parole à [Maxime Gauin](#), très apprécié chez les ultras de l'AKP, du CHP et du MHP pour sa négation constante du génocide arménien et rémunéré à ce titre par l'AVIM, un think tank négationniste de Turquie.

A une autre occasion, Maxime Gauin tance (et menace en quelque sorte) le président Emmanuel Macron pour son message du 24 avril 2020, commémorant le génocide arménien.



Tweet de Maxime Gauin adressé au président Emmanuel Macron le 25 avril 2020

Le 28 octobre 2020, tandis que l'Azerbaïdjan et la Turquie mènent de concert leur guerre à visée génocidaire contre l'enclave arménienne du Haut-Karabagh (Artsakh), une centaine de membres de la communauté arménienne de Drôme et d'Isère bloque de bon matin l'autoroute A7 au niveau du péage de Vienne pour alerter l'opinion publique sur les événements dramatiques qui ont cours en Artsakh.

Tout est filmé en direct sur Facebook. On y voit, au sein du rassemblement statique, la soudaine intrusion de plusieurs individus, armés de couteaux et marteaux. Un jeune Arménien s'effondre, gravement blessé d'un coup de marteau à la tête. Les agresseurs – des pro-Erdogan comme on l'apprendra – sont désarmés rapidement par la foule en colère et s'en tirent à bon compte avec de gros cocards. Le jeune blessé arménien est, quant à lui, évacué par le SMUR, opéré deux fois à la tête, et hospitalisé plus d'une semaine.

Les agresseurs repoussés à une centaine de mètres, se filment appelant sur les réseaux sociaux leurs « frères » à la rescousse. La Page Facebook **Nous les Turcs** diffuse l'information en intervertissant grossièrement les faits : « *Des turcs ont été attaqués lors d'une manifestation arménienne sur l'autoroute A7. Des actes de violences se succèdent au sein de la*

France suite au conflit du Haut-Karabakh. Un climat d'insécurité s'installe pour les Turcs et les Azéris suite au silence des français face aux actes. [#Vienne](#) »

Le soir même, le compte Twitter du Commissaire de police local lance une alerte : « à [#Vienne](#), des [#Turcs](#) mènent une expédition punitive à la recherche d'[#Armeniens](#), dans la ville. » Effectivement, 250 jeunes nationalistes turcs cherchent les Arméniens dans les rues de [Vienne](#) puis de [Décines](#) en hurlant « **Ici c'est la Turquie** », « **Vous êtes où les Arméniens ? On est chez vous bande de fils de putes** », « **On va vous tuer** » « **Allahu Akbar** », le tout en agitant moult drapeaux turcs et en formant le signe des Loups Gris avec les doigts.



Tweet du Commissaire de Police de Vienne le 28 octobre 2020



Tweet du Préfet du Rhône le 29 octobre 2020

Le 29 octobre, la LICRA fustige sur Twitter ces « **véritables 'pogroms' contre des membres de la communauté arménienne** » et annonce saisir la justice de ces agressions racistes. « **Ces mouvements doivent être dissous !** » conclut-elle.



Photo : 28 octobre 2020, lors du blocage de l'A7, un jeune Arménien s'effondre, gravement blessé d'un coup de marteau à la tête assené par un fasciste pro-Erdogan.

Le 29 octobre au soir, les chasseurs d'Arméniens défilent cette fois à [Dijon](#), hurlant « **Allahu Akbar** » alors que la France pleure les morts de l'odieux attentat islamiste perpétré le matin même dans la basilique Notre-Dame de Nice. Le dimanche 1^{er} novembre, le Centre National de la Mémoire Arménienne et le Mémorial du génocide arménien de Décines sont profanés avec des inscriptions en jaune fluo à la gloire d'Erdogan, des Loups Gris, ou mentionnant « **Nique Arménie** ». Idem le 2 novembre, à Meyzieu.





Le 4 novembre 2020, le ministère de l'Intérieur annonce le [Décret](#) portant dissolution du **groupement de fait Loups Gris**. Pour la diaspora arménienne, confrontée à ce qu'elle ne pensait jamais devoir vivre sur le sol de la République française considérée comme un refuge sûr contre les velléités pogromistes, ce décret a le mérite de nommer les choses – à l'instar du décret présidentiel de 2019 faisant du 24 avril la journée de commémoration du génocide arménien - mais la dissolution des Loups Gris ne peut se résumer à un coup de communication : les ultra-nationalistes **Bozkürt** ou **Ülkücü** (noms turcs de cette mouvance) sont représentés au sein d'une myriade d'associations, telle la puissante **Fransa Türk Federasyon (Fédération turque de France)**. Qu'attend-on pour appliquer ce décret ? Il ne peut pas, il ne doit pas, rester symbolique.

Lire aussi la [Partie 2](#)

«Loups Gris, haine en ligne, négationnisme en milieu scolaire, entrisme électoral : l'État turc agite ses relais en France» - **PARTIE 2**

https://collectifvan.blogspot.com/2021/02/loups-gris-haine-en-ligne-negationnisme_9.html

Voir aussi :

[A Lyon, heurts et colère autour d'une manifestation d'extrémistes turcs \(Le Monde\)](#)

[Génocide arménien : 15000 manifestants d'origine turque à Paris \(Le Parisien\)](#)

[Liberté pour le Comité Talaat Pacha ? \(Le Blog du Collectif VAN\)](#)

[A Décines, dans la banlieue de Lyon, l'ombre des « Loups gris », des ultranationalistes turcs, sur les Arméniens \(Le Monde\)](#)

[Appels à la violence contre la communauté arménienne : un activiste bien pâle au tribunal \(Le Parisien\)](#)

Chasse aux Arméniens en région lyonnaise : octobre 2020

Vienne :

<https://twitter.com/manealx/status/1321558001484967942?s=20>

<https://twitter.com/SICPCommissaire/status/1321585754351566849?s=20>

Décines :

<https://twitter.com/KhadLernik/status/1321569494557433861?s=20>

https://twitter.com/Collectif_VAN/status/1322831874293682176?s=20

<https://twitter.com/KhadLernik/status/1321702527101030406/photo/1>

Dijon :

<https://twitter.com/PoliceSCSI/status/1321954050783518720?s=20>

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/rhone/lyon/nouvelle-menace-loups-gris-egard-communaute-armenienne-pres-lyon-1896046.html>

Décret :

<https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=Tp--6RUxJBgMYB2vMCp2eMiBBOvFBquP8SLVDhQ4mrg=>

Lire aussi la [Partie 2](#)

« Loups Gris, haine en ligne, négationnisme en milieu scolaire, entrisme électoral : l'État turc agite ses relais en France » - PARTIE 2

https://collectifvan.blogspot.com/2021/02/loups-gris-haine-en-ligne-negationnisme_9.html

URL :

<https://collectifvan.blogspot.com/2021/02/loups-gris-haine-en-ligne-negationnisme.html>

« Loups Gris, haine en ligne, négationnisme en milieu scolaire, entrisme électoral : l'État turc agite ses relais en France » - PARTIE 2



Légende : encart publicitaire du Collectif VAN publié en pleine page dans le quotidien Libération le mardi 16 mai 2006.

Info Collectif VAN - collectifvan.blogspot.com – Le lundi 8 février 2021, se sont tenues dans les salons de l'Hôtel de Ville de Paris, les « Assises nationales de la lutte contre le négationnisme » qui sont organisées depuis 2010 à l'initiative de Frédéric Encel et

Paris School of Business, en partenariat avec la LICRA, le Mémorial de la Shoah, Conspiracy Watch, DILCRAH, Paris School of Business Alumni, et dont le thème cette année était « 20 ans après la loi de reconnaissance du génocide arménien : bilan et perspectives ». Le Blog du Collectif VAN publie ici la deuxième partie de l'intervention du Collectif VAN [Vigilance Arménienne contre le Négationnisme] qui a participé au panel de 15h aux côtés d'Alexis GOVCIYAN, Maire-adjoint du 9^e arr. de Paris, Patrick KLUGMAN, Avocat, Valérie IGOUNET, historienne spécialiste du négationnisme, et Vincent NIORE, Avocat et vice-Bâtonnier du Barreau de Paris.

11^e Edition des « [Assises nationales de la lutte contre le négationnisme](#) »

Lundi 8 février 2021 - Hôtel de Ville de Paris

Séta PAPAZIAN, Présidente du Collectif VAN [Vigilance Arménienne contre le Négationnisme]

PARTIE 2

(PARTIE 1 à lire [ICI](#)

<https://collectifvan.blogspot.com/2021/02/loups-gris-haine-en-ligne-negationnisme.html>)

2. Négationnisme en milieu scolaire

Abordons maintenant le problème crucial de l'enseignement du génocide arménien en France. Car rien de ce qui a été décrit ici ne changera tant que le problème ne sera pas pris à bras le corps dans le cadre scolaire. Les professeurs sont régulièrement soumis à des pressions au sein des zones géographiques où sont présents les élèves sensibles à [la propagande négationniste](#) d'Ankara : ce sont ces élèves - pris dans d'inextricables conflits de loyauté à l'égard de leurs parents, de leur communauté, de leur pays d'origine - qui auraient le plus besoin d'être accompagnés pour remettre en question l'historiographie officielle turque qui leur enjoint *de facto* d'être solidaires des assassins de 1915 plutôt que de leurs victimes.

La décapitation de Samuel Paty a décuplé la peur du corps enseignant, souvent peu au fait de cette thématique du génocide arménien et de sa

négarion, et peu soutenu par sa hiérarchie face à la contestation de faits historiques. Marianne a publié le 12 janvier un papier intitulé [Quand les profs s'autocensurent sur la laïcité](#). Une professeure du Val d'Oise témoigne de discussions qui dégénèrent lorsque sont abordés certains génocides. Elle souligne : les élèves *"sont relativement peu informés, les arguments sont souvent faibles, mais la virulence des mots est une constante. Dernièrement, nous avons eu une discussion sur le génocide arménien. Deux élèves d'origine turque m'ont demandé de retirer mes propos, soutenus par une bonne partie des élèves au motif que j'avais offensé leur culture. J'ai simplement dit que ce génocide était une réalité historique, rien de plus"*.

Au-delà de la solitude de l'enseignante qui se contraint à dire le strict minimum, ce qui interpelle, c'est le fait que de nombreux élèves ont cru voler au secours de leurs amis d'origine turque en sous-entendant que le génocide faisait partie de la culture turque...



Extrait de Marianne du 12 janvier 2021

En 2009, un fait divers mettait déjà en lumière les difficultés à enseigner le génocide arménien en France. A Pont-à-Mousson dans l'est de la France, un collégien de 13 ans a contesté avec virulence le cours sur le génocide arménien. Puis, lors du devoir sur table consacré au sujet, il a écrit : « **Il n'y a pas eu de génocide, et même s'il a eu lieu, ils l'avaient mérité** » en soulignant le mot « mérité ».

Le professeur a prononcé à son encontre une mesure "d'exclusion-inclusion" de deux jours, en lui demandant de revenir en classe avec un exposé établi à partir de sources non-négationnistes. Les

parents du collégien, soutenus par l'ONG COJEP (connue pour son activisme négationniste), ont fait pression sur le proviseur : la sanction pédagogique a été levée. Le plus grand quotidien de Turquie, [Hurriyet](#), a publié en Une à cette occasion la photo du jeune M.D. avec un titre et un article tressant des lauriers au jeune collégien qui a fait plier la France.

N'oublions pas aussi le système anciennement dénommé ELCO (Enseignement de langue et de culture d'origine), désormais remplacé par celui des EILE (Enseignements internationaux de langues étrangères) qui continuera à permettre que l'enseignement de la langue turque soit pris en charge au sein des établissements scolaires français par des enseignants venus de Turquie, payés par Ankara. Il ne sera pas nécessaire de souligner ici les dangers de cette mise sous tutelle problématique, qu'il s'agisse de propagande négationniste ou religieuse, même si dans le nouveau système, « les enseignants étrangers seraient inspectés régulièrement, ainsi que leurs programmes » et qu'« une attention particulière serait donnée à leur maîtrise du français et leur intégration dans une équipe pédagogique. » En juin 2020, malgré le fait que les négociations étaient toujours en cours avec la Turquie sur les modalités des EILE, les inscriptions étaient ouvertes pour l'année scolaire 2020/2021.

3. Entrisme électoral

Nous n'aurons pas le temps de détailler ici un autre sujet crucial : celui de l'entrisme électoral mené par des sympathisants de l'AKP d'Erdogan et du parti d'extrême-droite turc MHP (vitrine politique des Loups Gris). Sur leurs profils de réseaux sociaux (qui passent en mode protégé dès lors qu'ils sont démasqués), ces individus affichent leur proximité avec les Loups Gris, l'extrême-droite turque MHP et l'AKP d'Erdogan, et nient le génocide arménien ou utilisent des vaseuses périphrases pour en parler : pourtant ils sont adoubés sur les listes de partis politiques français tels que LREM, LR, PS, MODEM, LES VERTS, etc., et deviennent – pour peu qu'ils soient élus – des représentants de la République française.

Faut-il s'étonner du peu de vigilance des partis dits républicains qui se contentent le plus souvent d'aller à la pêche aux voix ? En 2017, le Collectif VAN avait suggéré qu'une [Charte éthique](#) soit signée par tous les candidats et leurs colistiers, afin que la reconnaissance du génocide arménien soit gravée dans le marbre.

Cet entrisme dangereux pour les valeurs républicaines répond aux attentes du président turc qui, selon l'article de Mohamed Sifaoui, *Turquie : comment le régime d'Erdogan accroît son influence en France*, publié ce

7 février 2021 dans le JDD, aurait mis en orbite une nouvelle association (Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı - YTB) pour coordonner le vote des Turcs de l'étranger.

A ce propos, « l'autodissolution » de toutes les antennes locales et régionales du COJEP à la date du 1^{er} novembre 2020 laisse perplexe. Car la raison invoquée prête à sourire : « *En raison de la présence d'une multitude d'organisations en France luttant contre toutes formes de discriminations, de racisme, et d'islamophobie ainsi que pour la promotion du vivre ensemble, nous avons décidé de nous concentrer sur nos projets à l'international* ». Mais tenons-la pour véridique et signalons au COJEP qu'il y a également une multitude d'organisations négationnistes en France : l'ONG peut donc, là aussi, se recentrer sur ses projets à l'international, il ne lui en sera pas tenu rigueur.

Communiqué de presse du COJEP en date du 1^{er} novembre 2020.

Le parti islamiste et négationniste PEJ (Parti Egalité Justice) – qualifié par les médias de « faux nez de l'AKP » en France – suivra-t-il la disgrâce apparente du COJEP avec lequel il a de nombreuses connexions ? Précisons que le négationniste Ahmet Çetin – condamné le 5 novembre 2020 pour "*provocation publique à la violence ou à la haine raciale*" envers les Arméniens de Décines – était président de la branche jeunesse du COJEP (enseignait-il le « vivre ensemble » aux jeunes ?) et qu'il s'était présenté aux élections législatives françaises en 2017 sur la liste du PEJ. Le candidat malheureux est désormais frappé d'inéligibilité pour 5 ans du fait de sa condamnation.

Toujours à propos du COJEP, et pour la « petite » histoire, signalons que c'est [Veysel Filiz](#) qui, au nom de l'ONG, accompagnait en 2009 les parents du jeune élève M.D., reçus par le directeur du collège de Pont-à-Mousson. Cet ancien vice-président du COJEP aurait été arrêté vers le 8 décembre 2020 « *avec une centaine de kilos d'héroïne dans ses bagages à la frontière entre la Turquie et la Bulgarie* » comme le mentionne dans le JDD l'article de Mohamed Sifaoui qui l'estime « *lié au mouvement fasciste* » [Loups Gris]. Auparavant attaché de presse à l'ambassade en Belgique, Veysel Filiz aurait été – selon le site [Ahval](#) - démis de ses fonctions lors des purges post-coup d'État de 2016 et était jusqu'à son arrestation le porte-parole de l'Initiative musulmane européenne pour la cohésion sociale – EMISCO].

< Geri **Dünya** O ödevi yapmayacak

Hürriyet'e teşekkür ederken, Mustafa'nın bu konuda bir başka ödev yapmayacağını vurguladı.

Dün taraflar Nancy kenti yakınlarındaki Pont a Mousson beldesindeki Jacques Marquette Lisesi'nde okul Müdürü'nün odasında bir araya geldiler. Toplantıda Mustafa'nın babası Mehmet Doğan'ın yanısıra olayı başından beri takip eden sivil toplum kuruluşu COJEP International'in Başkan Yardımcısı Veysel Filiz de bulundu.



'Hastalık Alışık Olduğumuz Seyirde Sürmüyor' Diyerek...

Sağlık Bakanlığı Bilim Kurulu Üyesi Prof. Dr. Tevfik Özlü, 'Hastalık alışık olduğumuz seyirde devam etmiyor' diyerek hastalığı atlatanların 6 aya kadar bazı semptomlarını sürdürdüğünü açıkladı. Özlü, 'Baktığımız zaman akciğer grafiklerinde kalıcı bazı değişikliklerin oluşmaya başladığını görüyoruz ya da oluşan bazı değişikliklerin tamamen düzelmediğini görüyoruz'...

Légende : "Hier, les parties se sont réunies dans la salle du directeur de l'école au lycée Jacques Marquette à Pont à Mousson, près de la ville de Nancy. Outre Mehmet Doğan, le père de Mustafa, Veysel Filiz, vice-président de COJEP International, qui suit l'événement depuis le début, était également présent à la réunion." Traduction de Hurriyet du 21.11.2009

Une chose est certaine : que ce soit dans ses fonctions au [COJEP](#) ou à [l'ambassade turque](#) de Bruxelles, Veysel Filiz a œuvré à contrer la mémoire du génocide arménien et à favoriser le négationnisme.

4. « **Le négationnisme est un crime. Pour le punir il faut une loi** »

Nous terminerons cet exposé en rappelant qu'à ce jour, le génocide arménien est le seul dont la [négation](#) soit *de facto* autorisée en France. Et le seul pour lequel l'AFP - la très renommée Agence France Presse dont les dépêches sont reprises dans tous les médias nationaux et internationaux - se croit autorisée (serait-ce avec l'aval du Quai d'Orsay ?) à présenter deux « [versions](#) » de l'Histoire dans nombre de ses dépêches, offrant ainsi aux lecteurs l'Histoire « selon les Arméniens » et celle « [selon la Turquie](#) ».

Plus que jamais, le slogan que le Collectif VAN avait lancé en [2006](#) reste d'actualité : « **Le négationnisme est un crime. Pour le punir il faut une loi** ».

Lire aussi la [Partie 1](#)

[« Loups Gris, haine en ligne, négationnisme en milieu scolaire, entrisme électoral : l'État turc agite ses relais en France » - PARTIE 1](#)

<https://collectifvan.blogspot.com/2021/02/loups-gris-haine-en-ligne-negationnisme.html>

//////////

Voir aussi :

Education :

[Quand les profs s'autocensurent sur la laïcité : "Être enseignant, c'est être seul" \(Marianne\)](#)

[A la cantine : « Y a pas eu de génocide arménien » \(L'OBS\)](#)

[Le collégien a écrit : « le génocide arménien était mérité »](#)

Entrisme électoral :

[Législatives 2017 : Les partis doivent signer une Charte contre la négation des génocides \(La Règle du Jeu\)](#)

[Comment le parti d'Erdogan s'infiltré en France \(L'OBS\)](#)

[Faire barrage à l'entrisme d'Erdogan en France \(Nor Haratch\)](#)

L'AFP et le génocide arménien :

[L'AFP et les deux « thèses » du génocide arménien \(La Règle du Jeu\)](#)

[Monsieur le Président Directeur Général de l'AFP, faites respecter une présentation éthique du génocide arménien \(Le HuffPost\)](#)

URL :

https://collectifvan.blogspot.com/2021/02/loups-gris-haine-en-ligne-negationnisme_9.html

Presse arménienne : Revue du 6 au 8 février 2021

Info Collectif VAN - collectifvan.blogspot.com - Le Collectif VAN vous présente cette Revue de Presse parue sur le site de l'Ambassade de France en Arménie le 6 février 2021.

Ambassade de France en Arménie

Revue de la presse arménienne du 6 au 8 février 2021

L'interview de l'ancien Président, Robert Kocharyan, pour SputnikArmenia/

Sur la situation politique dans le pays

Selon Kocharyan, l'Arménie a besoin de changements urgents pour préserver son peuple et son statut d'État c'est pourquoi il est revenu en politique. « Nous ressentons aujourd'hui une demande intensément croissante de personnalités prévisibles, compréhensibles et fortes ». « Les gens ont goûté les fruits du populisme, les résultats des révolutions des couleurs et le travail de personnes sans expérience » a déclaré Kocharyan affirmant qu'actuellement il y avait besoin d'équipes complètement différentes, des gestionnaires professionnels. « Et il existe une telle équipe en Arménie ». Quant au système de gestion du pays, Kocharyan a dit préférer une république présidentielle ou une république semi-présidentielle : « Je ne pense pas que le passage à une république parlementaire ait été la bonne décision à l'époque ». Selon lui, aujourd'hui, le pouvoir de la majorité parlementaire n'a plus aucune limite et le Premier ministre a le pouvoir absolu. « Pendant longtemps, le Président a été incapable d'exprimer au moins les problèmes, de concentrer son attention sur eux. Récemment, seule l'institution du Président a commencé à montrer quelques signes de vie ».

Sur les relations avec la Russie

Selon Kocharyan, dans l'optique où les processus mondiaux sont remplacés par une sorte de processus d'intégration régionale, l'Arménie devrait réfléchir très sérieusement à une interaction plus profonde avec la Russie, beaucoup plus profonde qu'elle ne l'est actuellement

Sur la guerre

Kocharyan s'est dit convaincu que la guerre n'aurait pas commencé s'il était au pouvoir ou si elle avait commencé, « alors il y aurait eu une mobilisation et une concentration totales des ressources au point où l'ennemi aurait été simplement arrêté, sans doute ». « C'était une attaque d'information planifiée, le début des hostilités et il est évident que tout cela a été préparé depuis assez longtemps ». Quant aux raisons des résultats de la guerre, selon Kocharyan, ils sont dus à une série de mauvaises décisions prise avant et pendant la guerre. « Il y a eu des échecs complets sur le front diplomatique, les négociations étaient dans l'impasse, il n'y avait pas de place pour la diplomatie » a déclaré Kocharyan notant que c'était normal dans le cas des autorités venues au pouvoir depuis la rue et « dont la principale préoccupation est le nombre des likes sur Facebook ». « Tous ces éléments peuvent être qualifiés d'actions séquentielles qui ont conduit à une défaite planifiée ». Il a accusé les autorités d'avoir menti aux gens pendant 44 jours et d'avoir mal organisé la mobilisation. Selon lui, les nouvelles autorités ont complètement changé leur approche de la construction militaire et comme elles n'avaient pas fait de service militaire, étaient très méfiantes à l'égard de l'armée. « Les nouvelles autorités après la révolution de couleur ont eu pour tâche principale de minimiser le rôle de l'armée dans la société, alors qu'un pays en guerre devrait toujours l'avoir à un niveau différent ». D'après Kocharyan, les autorités avaient lancé une campagne visant à discréditer les généraux et les héros de guerre et ceux-ci avaient été remplacés par des personnes loyales au gouvernement.

Sur Navalny

Kocharian a aussi évoqué les similitudes entre les actions du blogueur russe Alekseï Navalny et de Nikol Pachinian. Selon lui, il y a beaucoup de similitudes « et le manque d'expérience et de dynamisme et, d'ailleurs, un talent pour manipuler les gens ». D'après Kocharyan, l'émergence de ces personnes est une tendance anti-systémique qui est alimentée par la dispersion de l'information à travers l'Internet et les médias sociaux.

Parti au pouvoir : il n'y a pas de demande d'élections anticipées/

La presse rend compte d'une publication Facebook du parti au pouvoir publiée à la suite de sa réunion avec Nikol Pachinian. Selon le parti, il a été noté lors de la réunion qu'aucune demande d'élections rapides n'a été formulée par le grand public. La réunion a conclu que la proposition du Premier ministre d'organiser des élections législatives anticipées n'avait pas reçu de réponse positive de l'opposition parlementaire. Il a été souligné que le groupe parlementaire au pouvoir continue à soutenir le Premier ministre et le gouvernement dans la mise en œuvre de la feuille

de route présentée le 18 novembre 2020 (cf. revue du 19 novembre 2020).

Entretien du Ministre de la Défense avec l'Ambassadeur de France/ Le Ministre de la Défense d'Arménie, Vagharshak Harutyunyan, a reçu l'ambassadeur de France en Arménie Jonathan Lacôte et l'attaché militaire de l'ambassade, Danny Pitt. Les questions relatives à la sécurité régionale et à la coopération bilatérale dans le domaine de la défense ont été abordées. Le Ministre a également présenté l'environnement de sécurité de la région, les menaces existantes et les développements attendus. L'ambassadeur a, à son tour, noté que pendant les hostilités et après leur cessation, la situation a toujours été au centre des préoccupations des dirigeants français, des inquiétudes ont été soulevées et des efforts sont faits pour stabiliser enfin la situation. « Parlant de la coopération bilatérale dans le domaine de la défense, l'ambassadeur a informé sur la proposition d'un certain nombre de programmes visant au développement multilatéral de la coopération, qui a été acceptée par le Ministre de la Défense ».

Situation aux frontières : les azéris essayent d'avancer sur l'autoroute Goris-Kapan ; plusieurs positions du village de Nerqin Khndzoresk cédées à l'Azerbaïdjan/ Selon le maire de Kapan, Gevorg Parsyan, l'armée russe n'a pas permis aux forces azerbaïdjanaises d'avancer sur l'autoroute Goris-Kapan, bloquant la route avec des véhicules blindés. Cependant, le Ministère de la Défense arménien a nié qu'un quelconque incident ait eu lieu. Selon le chef de la communauté Nerqin Khndzoresk, Yervand Malunts, plusieurs positions en direction du village de Nerqin Khndzoresk, dans la région de Syunik en Arménie, ont été cédées à l'Azerbaïdjan dans le cadre de la démarcation frontalière. D'après lui, la distance entre les maisons du village et la position azerbaïdjanaise la plus proche est maintenant de plusieurs centaines de mètres.

Projet de loi contre les « usines des fakes »/ Le vice-président du Parlement, Alen Simonyan, et son collègue du parti au pouvoir présenteront un ensemble de projets de loi visant à lutter contre la désinformation et les insultes par des faux comptes sur les réseaux sociaux. Ils ont l'intention de criminaliser l'utilisation des « usines de fakes » pour la diffusion des désinformations et des insultes en ligne. La presse rappelle que plus tôt, les députés du parti au pouvoir avaient présenté un autre projet, selon lequel les médias ne devraient pas faire référence à des sources inconnues (cf. revue du 4 février 2021).

L'UNESCO espère envoyer une mission au Karabakh dès que possible/ Citant l'agence RIA Novosti, la presse locale indique que l'UNESCO prévoit d'envoyer une mission d'experts au Haut-Karabakh dès que possible. Selon l'Organisation, les discussions sur cette question sont actuellement en cours. Entretien téléphonique entre Ayvazyan et Lavrov/ Les ministres ont discuté de la mise en œuvre des accords trilatéraux du résultat des travaux du groupe de travail coprésidée par les vice-premiers ministres des trois pays. « L'état et les perspectives de la coopération bilatérale, l'interaction dans les affaires internationales ont été examinés. Le calendrier des prochains contacts entre les ministères des deux pays a été défini ».

Des camps militaro-sportifs peuvent être mis en place dans les écoles arméniennes/ La presse rend compte de la proposition du Ministère de l'éducation, des sciences, de la culture et des sports par laquelle il est proposé d'organiser des camps militaro-sportifs de 12 jours dans les écoles arméniennes pour les élèves de 11ème année. Selon le Ministère, l'idée est de maîtriser plus efficacement la matière scolaire « Préparation militaire initiale » enseignée déjà dans toutes les écoles, d'acquérir des connaissances militaires, des compétences qui s'y rapportent. Les camps doivent apprendre aux participants l'initiative, la capacité à naviguer rapidement en terrain inconnu, les endurcir physiquement et les préparer au service militaire. Le nombre de participants au camp correspondra au personnel du régiment d'armes combiné des forces armées arméniennes. Le projet sera financé par le Ministère de l'éducation et des sciences.

Ter-Petrossian a discuté avec l'ambassadeur américain de la situation en Arménie et au Karabakh/ Le porte-parole de l'ancien Président, Levon Ter-Petrossian, ce dernier a eu vendredi une réunion de plus d'une heure avec l'ambassadrice des États-Unis en Arménie. Les interlocuteurs ont discuté d'un certain nombre de questions liées à la situation en Arménie et au Haut-Karabakh et souligné que la tâche la plus urgente était le retour des prisonniers arméniens d'Azerbaïdjan. « Les interlocuteurs ont également souligné la nécessité de poursuivre l'aide humanitaire des États-Unis et de pourvoir aux besoins des familles des militaires décédés » a indiqué le porte-parole. La presse rappelle que Ter-Petrossian a aussi eu une réunion avec l'ambassadeur de Russie le 25 janvier (cf. revue du 23 au 26 janvier 2021).

Première interview de Jalal Harutyunyan depuis la guerre/ L'ancien commandant de l'armée de défense du Haut-Karabakh, le lieutenant général, Jalal Harutyunyan, qui est récemment devenu chef du service de

contrôle militaire du Ministère de la Défense arménien, a donné sa première interview depuis la guerre et sa blessure. Harutyunyan a déclaré qu'il ne pensait pas que sa blessure était le résultat d'une trahison comme l'ont allégué différents cercles sur les réseaux sociaux. Selon lui, l'ennemi avait depuis longtemps entamé une « chasse » au haut commandement de l'armée. D'après Harutyunyan, l'armée a rempli ses objectifs pendant la guerre, mais les forces étaient trop inégales dès le premier jour de la guerre. Parlant de son nouveau poste, il a déclaré avoir accepté de servir et d'être au service de l'État et du peuple. Selon lui, il ne participe pas aux jeux politiques et ne soutient aucun parti. À la question de savoir s'il avait des désaccords avec les dirigeants politico-militaires de l'Arménie, Harutyunyan a déclaré qu'il avait soulevé tous les problèmes à temps et qu'il n'avait jamais gardé le silence. « Mais il n'y a pas eu de tensions, car le principal problème à ce stade était un ennemi extérieur » a déclaré Harutyunyan.

De nouveaux bus entrent en service à Erevan/ La Mairie d'Erevan a déclaré que le premier lot de bus acheté par la Mairie avait commencé à circuler ce weekend. Selon la Mairie, de nouveaux lots de bus seront mis en ligne dans un avenir proche et il est prévu d'introduire un système de paiement électronique. La presse rappelle que le premier lot de 100 petits bus avait été livré à l'Arménie en décembre dernier et il est prévu d'acheter 161 autres bus plus grands à l'avenir. Arayik Harutyunyan a démenti les rumeurs sur la dissolution des « organes de l'État » du Karabakh/ Dans une publication Facebook, le Président de facto, Arayik Harutyunyan, a démenti les rumeurs sur la dissolution de l'armée de défense du Karabakh et du Ministère de facto des Affaires étrangères. De telles rumeurs avaient été propagées par le gendre de Serge Sarkissian, Michael Minassian.

Des secousses en Arménie/ La presse rend compte des tremblements de terre le 5 et 6 février à 5 km au nord-est du village de Shorzha et à l'extrémité nord du lac Sevan. Des dégâts matériels mineurs ont été rapportés. Selon le Directeur du service régional de protection sismique de l'Arménie, Sos Margaryan, il n'y a pas de danger de forts tremblements de terre en Arménie pour le moment et l'activité sismique au nord du lac Sevan n'était pas une nouvelle, car il y a la faille géologique Pambak-Sevan-Syunik. Selon le Ministère des Situations d'urgence, des secousses faibles et modérées sont encore probables en Arménie et dans les territoires adjacents dans les jours à venir.

Création du mouvement « Une Arménie forte avec la Russie »/ La presse rend compte de la réunion fondatrice du nouveau mouvement « Une Arménie forte avec la Russie ». Le congrès a été suivi par des invités de la Russie. Selon les fondateurs, il est nécessaire d'établir un niveau qualitativement nouveau de relations avec la Russie, d'améliorer la coopération en matière de défense et d'économie.

Les parlementaires tchèques ont demandé à l'Azerbaïdjan de libérer tous les prisonniers arméniens/ La commission des relations étrangères de la Chambre des députés du Parlement tchèque s'est félicitée du cessez-le-feu dans la zone de conflit du Karabakh, mais a regretté que la partie azerbaïdjanaise n'ait pas respecté le paragraphe sur les prisonniers. Les parlementaires tchèques ont demandé à Bakou de libérer tous les prisonniers de guerre arméniens et ont appelé à un règlement politique du problème du Karabakh dans le cadre du groupe de Minsk de l'OSCE.

Un attaché douanier arménien auprès de l'UE et de l'OMD sera installé à Bruxelles le 17 mars/ La presse indique qu'un nouvel attaché douanier sera installé à Bruxelles le 17 mars pour représenter les intérêts de la sphère douanière arménienne au sein de l'Union européenne et de l'Organisation mondiale des douanes. Cet attaché sera nommé par le Premier ministre pour un mandat de trois ans, qui peut être prolongé d'un an. La candidature de Suren Melik-Israelyan, chef du département de la coopération internationale du Comité des recettes de l'État, a été proposé pour ce poste.

Rédaction : Lena Gyulkhasyan

<https://am.ambafrance.org/-Fevrier-2021->

<https://collectifvan.blogspot.com/2021/02/presse-armenienne-revue-du-6-au-8.html>

TROIS MONASTÈRES ARMÉNIENS EN IRAN

France 2 : « Trois monastères arméniens en Iran »

Le programme TV sur France 2, "Chrétiens orientaux : foi, espérance et traditions", leur consacre une émission ce dimanche 14 février 2021 à 9h10 (attention, ce n'est pas l'horaire habituel).

"L'histoire de la Perse (Iran) et de l'Arménie est une succession de période de paix et de guerres. Les frontières ont bougé au travers des siècles, notamment dans le Nord de l'Iran qui fut une région de la « Grande Arménie ». Saint Thaddée et Saint Stéphane se dressent dans les montagnes du Nord. Ces monastères sont de véritables trésors du patrimoine spirituel et artistique arménien. Ces deux églises et leurs dépendances sont parmi les plus beaux ensembles monastiques au monde. Ils sont classés au patrimoine mondial de l'UNESCO.

L'église Saint Sauveur appelé « le Vank » (monastère) du quartier arménien d'Ispahan (au centre de l'Iran) est une merveille de l'exemple de l'intégration d'influences occidentales et persanes à l'art arménien. Elle est l'une des expressions de la richesse et de la vitalité de ces arméniens qui furent déportés du Nord de la Perse par le shah Abbas Ier au XVIIe siècle.

Ces trois monastères sont des trésors de l'histoire, de la Foi et de la virtuosité de l'art arménien à travers les siècles.

Avec la participation de Patrick Donabedian et Claude Mutaïan, historiens

Emission du dimanche 14 février 2021 - 9h10 (attention, ce n'est pas l'horaire habituel) - France 2 - présentée par Thomas Wallut. Réalisation : Guillaume Juherian.

https://www.chretiensorientaux.eu/emissions/40-2021/335-dimanche-14-fevrier-2021-9h30-france-2?fbclid=IwAR2ag1SUemKETEYTTID-NbCwyKrWgtR7o_UzjfRMOdiLTQO7bxAigCbx0_w

ARMÉNIE/AZERBAÏDJAN/TURQUIE

Pas de pourparlers entre l'Arménie et la Turquie sur l'ouverture de leur frontière

11/02/2021 – NAM

Trois mois après que la Russie a négocié l'accord arméno-azerbaïdjanais pour mettre fin à la guerre au Haut-Karabakh, l'Arménie et la Turquie ne sont pas en pourparlers sur l'ouverture de leur frontière, a affirmé hier le ministre des Affaires étrangères, Ara Ayvazian.

Ce dernier a signalé le désir d'Erevan de voir la frontière ouverte prochainement lorsqu'il s'est exprimé au Parlement arménien.

« Comme vous le savez, le blocus [turc], la fermeture de la frontière [turco-arménienne], était le résultat du statu quo du Haut-Karabakh, qui a changé suite à l'usage de la force. La Turquie n'a donc plus aucune raison de garder sa frontière avec l'Arménie fermée », a-t-il déclaré face aux députés.

« Pour le moment, aucun processus [de normalisation turco-arménienne] n'est en cours, a-t-il précisé. Mais l'Arménie et notre diplomatie déploieront des efforts significatifs pour que notre voisinage devienne plus favorable à la sécurité de l'Arménie."

La Turquie a complètement fermé la frontière entre les deux États voisins en 1993 et a refusé d'établir des relations diplomatiques avec l'Arménie depuis, par solidarité avec l'Azerbaïdjan. Elle a également maintenu une interdiction de toutes les importations en provenance d'Arménie via des pays tiers.

Au cours de la récente guerre du Karabakh, le gouvernement arménien a décidé d'interdire l'importation de tous les produits turcs. Le gouvernement a cité les « appels incendiaires » d'Ankara, les livraisons d'armes à l'Azerbaïdjan et le « déploiement de mercenaires terroristes dans la zone de conflit ». Il a expliqué que l'interdiction d'une durée de six mois, qui est entrée en vigueur le 31 décembre, vise à neutraliser « divers types de dangers » émanant du « pays hostile ».

Ankara n'a pas encore clarifié si un règlement du Karabakh acceptable pour Bakou reste une condition préalable à la normalisation des relations turco-arméniennes après la guerre de six semaines qui a abouti au contrôle azerbaïdjanais sur tous les districts autour du Karabakh.

Certains analystes arméniens ont émis l'hypothèse qu'il pourrait désormais exiger qu'Erevan cesse de rechercher une plus grande reconnaissance internationale du génocide arménien de 1915 en Turquie ottomane.

L'accord de cessez-le-feu arméno-azerbaïdjanais appelle également à la restauration des liaisons de transport entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Un « groupe de travail » trilatéral formé à cet effet par les gouvernements russe,

arménien et azerbaïdjanais a tenu sa première réunion à Moscou à la fin du mois dernier.

par [Claire](#) le jeudi 11 février 2021

© armenews.com 2021

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=76060

UE/FRANCE/TURQUIE

Monde : retour sur plusieurs mois de tensions diplomatiques entre la France et la Turquie

C. Mallay franceinfo France Télévisions

Mis à jour le 11/02/2021 | 11:34

publié le 11/02/2021 | 11:34

Les tensions diplomatiques entre la France et la Turquie se sont accentuées ces derniers mois. Mercredi 10 février, le journal de 23 Heures de franceinfo revient sur les mots extrêmement durs que Recep Tayyip Erdoğan a eus envers Emmanuel Macron.

Ces derniers mois, la relation entre la France et la [Turquie](#) s'est dégradée. "Nous avons assisté à une véritable guerre des mots entre les deux présidents. Le 2 octobre 2020, Emmanuel Macron tient un discours sur la lutte contre le séparatisme. De son côté, Recep Tayyip Erdoğan réagit avec colère. 'Qui êtes-vous pour parler de structurer l'Islam ? C'est de l'insolence et c'est dépasser les bornes.' Il va même jusqu'à remettre en cause la santé mentale d'Emmanuel Macron", détaille la journaliste de France Télévisions Cassandra Mallay, sur le plateau du journal de 23 Heures, mercredi 10 février.

"L'outrance et la grossièreté ne sont pas une méthode"

"De son côté, l'Elysée réagit et dénonce des 'propos inacceptables', affirmant que 'l'outrance et la grossièreté ne sont pas une méthode'. Deux semaines après l'attentat contre Samuel Paty (...) Emmanuel Macron avait réagi en déplorant

"l'absence de condoléances et de message de soutien de la part du président turc", ajoute la journaliste.

<https://www.francetvinfo.fr/politique/emmanuel-macron/monde-retour-sur-plusieurs-mois-de-tensions-diplomatiques-entre-la-france-et-la-turquie-4292671.html>

Turquie, un « agenda positif » au prix de l'abdication des valeurs européennes ?

Par [La Croix](#), le 10/02/2021 à 05h18

Marc Pierini, chercheur associé à Carnegie Europe. Cet ancien diplomate de l'Union européenne invite les dirigeants de l'UE à rester lucides sur le nouveau discours du président turc Recep Tayyip Erdogan.

Au moment où la [Turquie](#) tient à afficher un « *agenda positif* » avec l'[Europe](#), céder aveuglément à la campagne de charme de ses dirigeants pourrait constituer, si l'on n'y prenait garde, un contresens et une abdication des valeurs européennes.

Un contexte houleux

L'année 2023 présente deux points culminants dans la vie politique du [président turc](#) : les élections présidentielles et législatives, qu'il ne peut pas perdre, et le centenaire de la République, qu'il ne peut pas manquer.

Pour l'heure, cette trajectoire est compliquée par une profonde crise économique, sociale et politique. L'alliance formée en 2018 entre le parti du président (l'AKP, au pouvoir depuis novembre 2002) et le parti nationaliste MHP se fissure. En outre, le modèle de présidence ultra-centralisée mis en place depuis 2017 n'emporte plus l'adhésion d'une majorité de citoyens, comme illustré par la défaite massive de l'AKP aux municipales de 2019 et par les sondages récents.

Contrarié, le pouvoir turc se durcit un peu plus chaque jour : purges, harcèlement des partis d'opposition, contrôle de la presse et des médias sociaux, écrasement de la société civile, politisation de la justice. Certains parlent même de dissoudre le parti kurde HDP.

Expansionnisme militaire

À l'international, une politique étrangère fortement militarisée s'est déployée depuis quelques années : [Syrie](#), Irak, Libye, Azerbaïdjan, Méditerranée orientale. C'est à la fois une démonstration de la puissance de la « Nouvelle Turquie » et

pour partie une volonté de résoudre des litiges anciens : liquider les bases arrière de l'insurrection kurde (PKK), pérenniser la division de l'île de Chypre, rectifier les frontières maritimes avec la Grèce.

En parallèle, un vaste programme d'armement lancé dans les années 2000 porte ses fruits et transforme profondément la posture militaire de la Turquie : drones armés, missiles mer-mer, porte-hélicoptères, frégates, sous-marins entrent en service ou sont en construction. Plus fondamentalement, la Turquie a déployé des systèmes russes de missiles S400, parfaitement incompatibles avec l'organisation défensive de l'Otan, ce qui porte un coup majeur à l'Alliance atlantique et fait douter de la position d'Ankara en cas de tensions entre Moscou et l'Occident.

Demi-tour sur place

Ébranlés par la victoire de Joe Biden, les dirigeants turcs ont subitement inversé leur discours politique depuis novembre 2020. Oubliés l'appel aux électeurs français à « *se débarrasser au plus vite* » de leur président et les qualifications de « nazis » pour les dirigeants allemands, voici des annonces de réformes, une vision stratégique proeuropéenne, des proclamations atlantistes et des efforts appuyés pour établir une relation personnelle avec le nouvel occupant de la Maison-Blanche.

La Turquie se dit prête à une réconciliation avec la France

Ce renversement de discours est peu crédible, pire il s'apparente à une supercherie politique. En effet, toute réforme politique et judiciaire digne de ce nom irait à l'encontre du système autocratique mis en place pied à pied depuis 2017 et qui s'enracine un peu plus chaque jour. Qui en Occident peut y croire ?

De plus, l'agenda positif avec l'Europe exclurait les droits humains et l'État de droit, comme explicitement formulé dans un communiqué turc du 4 février. Et Ankara indique que les missiles S400 resteront en place. Autant d'impasses.

L'Europe doit certes prendre en compte que la Turquie est en soi un pays vaste et puissant économiquement et militairement, où nombre de ses membres ont des intérêts économiques et financiers.

Mais elle doit aussi intégrer une donnée fondamentalement nouvelle : la Turquie façonnée par le référendum constitutionnel de 2017 et par l'alliance AKP-MHP ne fait déjà plus partie de l'équipe occidentale, qu'il s'agisse du respect des droits humains ou de ses choix militaires. Aucun « *agenda positif* » n'inversera ces choix, qui sont ceux des dirigeants turcs et, jusqu'ici au moins, de leurs électeurs. C'est là une réalité qui interdit toute naïveté jusqu'en 2023 et qui appelle une révision complète par l'UE de sa relation avec Ankara car il n'y a aucune chance d'apaiser durablement la relation avec le leadership actuel.

L'UE invitée à se renier

D'ici au Conseil européen des 25-26 mars, Ankara agira principalement dans cinq directions : obtenir une visite d'[Ursula von der Leyen](#) et Charles Michel en Turquie ; aider massivement les réfugiés syriens sur son sol ; obtenir un soutien continu aux discussions avec la [Grèce](#) sur les frontières maritimes ; éviter toute sanction et toute pression sur l'État de droit ; obtenir une invitation du président turc à un Conseil européen.

Certaines des demandes pressantes d'Ankara sont légitimes et doivent sans tarder faire l'objet d'accords ad hoc : frontières maritimes, aide aux réfugiés syriens, union douanière.

D'autres sont intimement liées à la survie politique d'un régime en perte de vitesse, que l'UE est aujourd'hui appelée à conforter par des silences et des sommets politiques. Autrement dit, l'Europe est invitée à entériner le modèle autocratique turc et à se taire sur ses multiples attaques contre les intérêts européens.

La Turquie est-elle encore laïque ?

Faut-il ainsi ignorer délibérément l'expansionnisme turc en Méditerranée et au Maghreb ? Abandonner les solutions multilatérales aux conflits à Chypre, en [Libye](#) ou en Syrie ? Accepter le rejet par la Turquie des arrêts de la Cour européenne de droits de l'homme – d'application obligatoire – concernant Selahattin Demirtaş, Osman Kavala et tant d'autres ? Poursuivre les contributions de certains États membres de l'UE au renforcement du potentiel militaire turc sans aucune clarté sur son utilisation future ? Et au final abdiquer les valeurs et les intérêts de l'Union Européenne ?

Dans les semaines qui viennent, les démocrates d'Europe et de Turquie aimeraient pouvoir compter sur la lucidité des dirigeants européens.

La Croix

<https://www.la-croix.com/Debats/Turquie-agenda-positif-prix-labdication-valeurs-europeennes-2021-02-10-1201139994>

« La Turquie pousse ses ressortissants à s'impliquer dans la construction de l'islam de France »

La Vie du jeudi 11 février 2021.

[Interview] Deux fédérations turques ont réitéré le 1er février 2021 leur refus de signer la Charte des principes de l'islam de France. Qui sont les musulmans turcs vivant dans l'Hexagone ? Éléments de réponse avec

Samim Akgönül, directeur du Département d'études turques à l'université de Strasbourg.

[Interview] [Laurence Desjoyaux](#)

Publié le 04/02/2021 à 14h29 Mis à jour le 04/02/2021 à 14h29

La Charte des principes pour l'islam de France, qui veut affirmer la compatibilité de la foi musulmane avec les principes républicains, a été présentée à l'Élysée le 18 janvier. Le document, réclamé par Emmanuel Macron lui-même dans son offensive contre le « séparatisme islamique » a été signé par la plupart des fédérations composant le CFCM (Conseil français du culte musulman), sauf trois. Parmi celles-ci, deux fédérations turques : le CCFTM (Comité de coordination des musulmans turcs de France) et la CIMG (Confédération islamique Milli Görüs). Un refus réitéré le 1er février malgré l'ultimatum fixé par l'Élysée au CFCM pour obtenir leurs signatures. Samim Akgönül, directeur du Département d'études turques à l'université de Strasbourg, décrypte la présence turque en France et l'influence d'Ankara sur sa composante musulmane conservatrice.

La Vie. Quelles sont les grandes étapes de l'émigration turque vers la France ?

SAMIM AKGÖNÜL. Dès la fin du XIXe siècle, des immigrés viennent de l'empire Ottoman. Principalement des élites intellectuelles et politiques. L'émigration plus classique commence en 1965 avec la signature d'un accord bilatéral entre la Turquie et la France. Le pays, qui a besoin de main-d'oeuvre, ouvre ses portes à une immigration économique. En 1974, la France annule cet accord, mais sans obtenir le résultat escompté. Les travailleurs turcs qui faisaient des allers et retours entre l'Hexagone et leur pays, où ils avaient souvent laissé leur famille, restent sur le territoire français et font venir femmes et enfants. L'émigration provisoire s'est transformée en installation plus pérenne. Dans les années 1980, le coup d'État militaire fasciste a poussé les gauchistes et les alévis (deuxième croyance derrière le sunnisme, l'alévisme n'est pas reconnu comme une religion à part entière par Istanbul, ndlr) vers la France, une vague d'immigration politique, suivie par une autre, dans les années 1990, lorsque s'est produite une quasi-guerre civile entre l'armée turque et les Kurdes. Depuis les années 2000, les principaux motifs d'émigration sont familiaux : souvent un rapprochement de conjoint lors de mariages entre Français d'origine turque et Turcs issus de la même micro-appartenance, même ville, famille élargie, clan ou mouvement religieux par exemple.

Combien de Turcs vivent aujourd'hui en France ?

S.A. On compte 250 000 ressortissants turcs et autant de Franco-Turcs. On arrive donc au chiffre d'environ 500 000. La fourchette haute parfois évoquée est 700 000 si l'on inclut les Français dont les parents sont turcs. Il est important de souligner que les personnes originaires de Turquie forment une constellation que l'on ne peut pas réduire à son aspect le plus visible, c'est-à-dire les musulmans sunnites. Je pense qu'il y a aujourd'hui 20 % d'alévis, tenant d'un islam hétérodoxe, 20 % de Kurdes séculiers, 20 % de kémalistes séculiers. C'est dire la diversité !

Comment les musulmans sunnites s'organisent-ils ?

S.A. Ils sont regroupés en deux réseaux principaux. Le plus important est le Ditib, traduit en français par CCMTF (Comité de coordination des musulmans turcs de France), un réseau officiel directement rattaché au Diyanet, la Présidence des affaires religieuses turque, une des administrations les plus importantes de Turquie. Il représente 55 % des salles de prière et associations culturelles turques en France. Le deuxième est Milli Görüs. C'est une organisation islamique politique, fondée dans les années 1970 en Turquie et implantée immédiatement en Europe à partir de Cologne. Si elle ne relève pas de l'islam officiel turc, elle en est très proche, à la fois dans son discours religieux et politique, puisque le régime actuel turc est issu de ce mouvement. À côté de ces deux gros réseaux, sont présents en France le MHP, ultranationaliste, et des confréries dont une très réactive, les Süleymanci, qui s'était fait remarquer en 2004 par sa forte opposition à la loi contre le port du voile à l'école.

Pourquoi, selon vous, les deux principales organisations turques de l'islam sunnite ont-elles refusé de signer la Charte des principes de l'islam de France ?

S.A. L'idée même de cette charte, préparée sous les auspices de la République française, est pour moi très problématique puisqu'elle est réservée aux musulmans et qu'elle introduit donc un traitement spécifique de l'islam en France par rapport aux autres religions. Mais ce qui a spécifiquement poussé ces deux associations à ne pas signer est à mon sens l'article 6 consacré au « rejet de toutes les formes d'ingérence et de l'instrumentalisation de l'islam à des fins politiques ». Les fédérations signataires s'engagent à ne pas diffuser de discours politiques, nationalistes et à rejeter les ingérences de l'étranger dans la gestion des mosquées et des imams. Or le Ditib ou CCMTF et Milli Görüs entretiennent des liens organiques avec la Turquie.

Comment s'exerce justement le contrôle de la Turquie sur cette partie conservatrice de ses ressortissants et binationaux en France ?

S.A. Le premier levier est le levier humain. Les associations rattachées au réseau Ditib reçoivent des imams fonctionnaires, salariés par l'État turc, au nom de ce qu'on appelle l'islam consulaire. Ils sont environ 200 en France. En Turquie, les études de théologie ne sont pas obligatoires pour devenir imam. Ils ont souvent fait des études courtes, d'un ou deux ans. Ils s'inscrivent sur une liste de volontaires pour partir à l'étranger, mais ils ne peuvent pas choisir le pays et ne parlent donc généralement pas le français. C'est un levier très important, car ils ont une forte légitimité au sein des communautés turques de France à qui ils transmettent un discours en provenance directe d'Ankara. Ces imams reproduisent souvent à l'identique le prêche officiel publié chaque semaine par la Présidence des affaires religieuses turque. Y sont évoqués des sujets nationaux turcs, la question de l'identité nationale, la loyauté envers l'État turc, la reproduction de la vision officielle de l'Histoire, etc. Du point de vue des ressources humaines, l'État turc dispose aussi d'un autre levier d'influence : celui des enseignants. Selon des accords bilatéraux, la Turquie envoie environ 200 enseignants pour les Elco (enseignements de langue et de culture d'origine), rebaptisés Eile (enseignements internationaux de langues étrangères). Depuis des années, nous nous battons avec d'autres pour l'ouverture d'un Capes de turc, mais les obsessions françaises vis-à-vis de l'immigration ont toujours empêché ce projet. Par conséquent, il n'y a aujourd'hui que sept enseignants de langue turque qui sont français tandis que des dizaines d'autres sont rattachés directement à Ankara, reproduisant un discours national turc, car fonctionnaires de Turquie.

Quels sont les liens financiers entre le réseau Ditib en France et la Turquie ?

S.A. En France, le réseau Ditib est composé d'associations de loi 1901 ou 1905. Elles font généralement don de leurs biens immobiliers à Ankara qui, désormais propriétaire, finance les dépenses courantes comme l'électricité, l'entretien, etc. En plus de payer le salaire des imams, cette aide directe soulage des communautés qui n'ont pas toujours beaucoup de moyens.

Le régime turc a-t-il des visées particulières sur l'islam en France ?

S.A. Pendant longtemps, le message d'Ankara a été que l'organisation de l'islam en France était un problème qui regardait uniquement la France et ses anciennes colonies. Les associations turques se sont donc tenues à l'écart de la création du CFCM par Nicolas Sarkozy en 2003. Mais depuis une dizaine d'années, ce discours a changé. Le régime d'Erdogan pousse au contraire ses ressortissants à prendre la nationalité française, à participer aux élections et à s'impliquer dans la construction de l'islam de France. C'est une forme d'entrisme qui a commencé localement par l'implication des associations turques dans les conseils régionaux du culte musulman.

Quel est le but recherché par la Turquie ?

S.A. Je pense qu'il y a deux objectifs sous-jacents, même s'ils ne sont pas forcément explicités. Le premier pour Ankara est de devenir leader de la rue musulmane européenne, à défaut d'avoir réussi à prendre l'ascendant sur la rue arabe. Erdogan veut se présenter vis-à-vis des jeunes Européens en quête de repères comme le dernier responsable musulman à tenir tête aux Occidentaux. L'autre but de ce paternalisme et de cette emprise sur l'islam turc en France est de pouvoir constituer un lobby de notables turcs bien intégrés, à même de défendre les affaires et les positions turques dans l'Hexagone sans laisser d'espace à d'autres voix d'opposition en France.

<https://www.lavie.fr/actualite/geopolitique/la-turquie-pousse-ses-ressortissants-a-simpliquer-dans-la-construction-de-lislam-de-france-70918.php>

TURQUIE

En Turquie, la colère d'une jeunesse qui n'a rien connu d'autre qu'Erdogan

Le Monde

La contestation, partie d'Istanbul, est portée par une jeunesse désenchantée, qui ne voit plus ce que le parti au pouvoir peut lui offrir.

Par Marie Jégo(Istanbul, correspondante)

Publié hier à 06h45, mis à jour hier à 20h09

Analyse. En dépit de la répression, la contestation des étudiants ne faiblit pas en Turquie. Parti de l'université du Bosphore (« Bogazici », en turc), à Istanbul, le mouvement a gagné Ankara, Izmir et Adana. A Istanbul comme à Ankara, des professeurs ont manifesté, revêtus de leur toge, sur les pelouses des campus, tandis que 147 intellectuels turcs, dont le Prix Nobel de littérature Orhan Pamuk, ont publié une lettre de soutien aux étudiants.

La nomination d'un nouveau recteur à Bogazici, un établissement public parmi les plus prestigieux, par le président Recep Tayyip Erdogan, a mis le feu aux poudres. Une partie des étudiants et des professeurs dénoncent une procédure non démocratique et contestent la légitimité du recteur parachuté, Melih Bulu, un universitaire falot mais loyal, puisqu'il est un militant du parti présidentiel de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur), au pouvoir depuis 2002. Les protestataires réclament sa démission. « Bulu ! Hormis Erdogan, personne ne veut de toi ici », clamait l'une des pancartes brandies par les manifestants. Le droit de chaque université à élire son recteur est mis en avant.

« Des serpents venimeux »

Car depuis le coup d'Etat raté du 15 juillet 2016, le processus de sélection des recteurs, qui s'était à peu près toujours fait en cooptation avec les conseils d'université, a été aboli. Désormais, les nominations sont du ressort exclusif du président Erdogan, qui a nommé 27 recteurs au cours de l'année 2020 et 12 pour les deux premiers mois de 2021.

La riposte des autorités au mouvement étudiant a été cinglante. Plus de 600 personnes ont été arrêtées à travers le pays depuis le 4 janvier, jour où les protestations, plutôt pacifiques, ont commencé. Selon le ministère turc de l'intérieur, 498 des interpellés ont été relâchés. Les autres sont sous contrôle judiciaire, en détention préventive ou en garde à vue.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi Le mouvement de protestation à l'université du Bosphore gagne de l'ampleur en Turquie

Les autorités turques ont leur interprétation de ce qui se passe sur les campus. Les étudiants contestataires sont des « terroristes » et des « vandales », selon le président Erdogan, des « déviants LGBT », d'après le ministre de l'intérieur, Süleyman Soylu, « des serpents venimeux à qui il convient d'écraser la tête », comme l'a écrit sur son compte Twitter Devlet Bahçeli, le chef du Parti

d'action nationaliste (MHP, extrême droite), partenaire de coalition de l'AKP.

La suite est réservée aux abonnés.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/02/11/en-turquie-erdogan-est-bouscule-par-une-jeunesse-desenchantee_6069548_3232.html

Ces jeunes Turcs qui ne veulent plus « baisser les yeux »

Le Point

LETTRE TURQUE. La contestation gronde à la prestigieuse université du Bosphore. Ressentant frustration et colère, cette jeunesse fait peur à Erdogan.

Par Guillaume Perrier Publié le 11/02/2021 à 10h00

C'est devenu le slogan des manifestations qui agitent l'université du Bosphore à Istanbul depuis quarante jours. « Nous ne baisserons pas les yeux ! » résonne dans les rassemblements étudiants comme le cri spontané d'une génération à bout de nerfs. Au départ, il a fusé sur les réseaux sociaux en réponse à l'ordre aboyé par un officier de police début février sur une colonne de jeunes contestataires expulsés de leur université : « Baissez les yeux ! » Rapidement, il est devenu le mot d'ordre de la « résistance de Bogaziçi », lancée par des étudiants et des enseignants de l'université du Bosphore. Il symbolise le rapport de force générationnel qui s'est installé en Turquie entre le pouvoir et une jeunesse qui étouffe littéralement sous le poids des contraintes et des injonctions. Entre crise sanitaire liée à la pandémie de coronavirus, autoritarisme politique et religieux, censure, paternalisme social, effondrement économique... les jeunes Turcs en ont assez de courber l'échine.

Le mouvement de protestation est né en réaction à la nomination par le président Recep Tayyip Erdogan d'un nouveau recteur, Melih Bulu, un bureaucrate inféodé à l'AKP. L'université la plus prestigieuse du pays, de culture libérale, est attachée à sa liberté académique. Bogaziçi est un véritable vivier des élites anglophones turques depuis 1863, une institution respectée, réputée pour l'excellence de ses enseignements, le

Graal dont rêvent toutes les familles du pays lorsqu'elles préparent leurs enfants au très sélectif examen d'entrée à l'université. Alors, pour la génération « Z », celle des Turcs nés au tournant du siècle, en même temps que l'avènement de Recep Tayyip Erdogan, la reprise en main de cet établissement par le pouvoir assombrit encore un peu plus un avenir déjà plombé. Toutes les études dressent le portrait d'une jeunesse désabusée, freinée dans son élan par l'autoritarisme du pouvoir. Ses espaces de libre expression se réduisent année après année : restrictions des libertés individuelles, censure des médias et des réseaux sociaux. À cela s'ajoute une incertitude économique préoccupante. Le taux de chômage des jeunes atteint des sommets. Un bon tiers des 15-30 ans n'ont aucune activité. Deux sur trois se verraient bien quitter la Turquie.

La réponse du gouvernement ne les a pas rassurés. Inflexibles, Erdogan et ses proches ont qualifié les étudiants de « terroristes », ils les ont accusés de se montrer irrespectueux envers l'islam ou d'enfreindre les valeurs nationales. Selon le Palais présidentiel, les « vandales » seraient manipulés par l'opposition, par les États-Unis et par la France, qui chercheraient à déstabiliser la Turquie. Erdogan qui rêvait de forger une génération pieuse, soumise, une « jeunesse digne de l'histoire glorieuse de cette nation », s'est donné pour objectif d'« embellir leurs âmes et leurs coeurs ». Son ministre de l'Intérieur, Suleyman Soylu, lui, s'en est pris aux « dégénérés », aux « pervers » en ciblant les étudiants LGBT qui participent à la contestation. La police antiémeute a dispersé les regroupements et a interpellé près de 600 personnes, dont une dizaine ont été incarcérées. Beyza Buldag, étudiante aux Beaux-Arts, a été inculpée pour « incitation à la haine » et « incitation à commettre des crimes ». Elle est soupçonnée d'avoir soutenu les manifestations à l'université du Bosphore en publiant sur Twitter une lettre-manifeste adressée directement au président de la République.

La jeunesse fait peur, car, dans un pays de 85 millions d'habitants où l'âge médian est de 31 ans, selon le tout dernier recensement publié en janvier, son poids est déterminant. Plus encore qu'ailleurs, les 18-25 ans, qui représentent 16 % de la population, ont pourtant le sentiment d'être sacrifiés. La hantise de Recep Tayyip Erdogan est de revivre un nouveau « Gezi ». Il a d'ailleurs fait le parallèle avec l'université du Bosphore et a averti d'emblée qu'il ne se montrerait pas aussi tolérant qu'il y a huit ans. Au printemps 2013, une vague de manifestations antigouvernementales avait submergé la Turquie et déstabilisé son gouvernement. Une partie de la jeunesse du pays, plutôt urbaine et éduquée, était descendue dans les rues pour crier son rejet de la dérive autoritaire et islamiste du pouvoir.

Or, depuis, l'état de la démocratie turque s'est considérablement dégradé. La colère et les frustrations pour beaucoup de jeunes Turcs sont plus vives encore. Et la moindre étincelle pourrait les réveiller.

https://www.lepoint.fr/monde/ces-jeunes-turcs-qui-ne-veulent-plus-baisser-les-yeux-11-02-2021-2413592_24.php?utm_term=Autofeed&utm_medium=Social&utm_source=Twitter&Echobox=1613045099#xtor=CS1-32-%5BEchobox%5D

A Istanbul, l'avenir de l'université francophone de Galatasaray est menacé

Mediapart

11 février 2021 Par [Nicolas Cheviron](#)

En riposte au projet de loi « séparatisme », les autorités turques ont instauré de nouveaux critères de maîtrise de la langue turque aux enseignants français de l'université de Galatasaray, institution stambouliote. Une décision qui inquiète quant au futur du navire amiral de la coopération franco-turque.

Istanbul (Turquie). – L'université de Galatasaray (GSÜ) constitue le joyau de la coopération franco-turque. Un îlot de savoir francophone au bord du Bosphore, voulu par les présidents François Mitterrand et Turgut Özal en 1992 pour affirmer la force des liens unissant leurs deux pays. Accolée à l'historique lycée de Galatasaray, cheville ouvrière – déjà francophone – de la modernisation de l'empire ottoman au XIX^e siècle, elle accueille 5 000 étudiants destinés à prendre une place notable parmi les élites du pays.

[La lecture de l'article est réservée aux abonnés.](#)

https://www.mediapart.fr/journal/international/110221/istanbul-l-avenir-de-l-universite-francophone-de-galatasaray-est-menace?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xtor=CS3-5&fbclid=IwAR05r7v_5WnaA9573qnGXQmh3nQiFht13zyIA3sZOgYZ5YiR58D_w_ufrJg

La Turquie ne fera pas marche arrière sur les systèmes S-400 russes

reuters.com | 11/02/2021, 22:31

ANKARA (Reuters) - La Turquie ne fera pas marche arrière sur l'acquisition des systèmes de défense russes S-400 malgré les sanctions imposées par les Etats-Unis, a déclaré jeudi le porte-parole de la présidence à Ankara, tout en indiquant vouloir résoudre par le dialogue les problèmes avec cet allié de l'Otan.

Washington a imposé en décembre dernier des sanctions contre la Turquie pour l'acquisition des systèmes S-400, disant y voir une menace pour son programme d'avions de combat F-35 et une incompatibilité avec les systèmes de défense partagés de l'Otan. Ankara nie ces arguments et assure qu'il n'y a aucun danger pour ses alliés de l'Alliance atlantique.

Depuis l'arrivée le 20 janvier de Joe Biden à la présidence américaine, la Turquie dit vouloir de meilleurs liens avec les Etats-Unis et a proposé un groupe de travail conjoint sur la question des S-400. Washington a rejeté cette proposition et fait savoir que les sanctions resteront en vigueur tant qu'Ankara sera en possession des missiles.

S'exprimant dans un entretien à la télévision publique TRT Haber, le porte-parole de la présidence turque a déclaré que des discussions étaient organisées avec Washington sur les désaccords entre les deux pays, ajoutant toutefois qu'une issue rapide ne devait pas être attendue.

"Les Etats-Unis ont jusqu'à présent déclaré qu'ils ne prendraient part à aucune négociation sur cette question (des S-400). La Turquie ne tournera pas le dos aux S-400 russes", a dit Ibrahim Kalin.

"Quand nous regardons le panorama stratégique maintenant, nous pensons que nous pouvons effectuer des avancées", a-t-il ajouté. "En proposant des solutions, nous serons en négociations", a-t-il poursuivi, sans davantage de précisions.

(Tuvan Gumrukcu; version française Jean Terzian)

<https://www.latribune.fr/depeches/reuters/KBN2AB2NP/la-turquie-ne-fera-pas-marche-arriere-sur-les-systemes-s-400-russes.html>

LIBYE

En Libye, un tandem au pouvoir adoubé par la Russie et la Turquie

Ouest-France Patrick ANGEVIN. Publié le 11/02/2021 à 08h00

Grâce à l'Onu, un nouvel exécutif doit sortir le pays de sept ans de guerre civile. Bonne nouvelle : le duo a le feu vert des deux camps rivaux. La mauvaise ? Il conforte la Russie et la Turquie.

Dix ans après la chute du dictateur Mouammar Kadhafi et la guerre civile qui a coupé en deux [la Libye](#), un fragile espoir émerge de sortir le pays de l'ornière. Souvent critiquée pour son inefficacité, l'Onu est non seulement parvenue à réunir, début février 2021 à Genève, soixante-quinze personnalités de tout le spectre politique libyen, mais surtout à leur faire élire un nouvel exécutif à deux têtes.

Un pouvoir partagé entre l'Est et l'Ouest

La figure de proue de ce nouveau ticket s'appelle Abdel Hamid Dbeibah, 61 ans, un riche homme d'affaires originaire de Misrata, la puissante cité de l'Ouest, fief des milices armées qui constituent la colonne vertébrale du camp de Tripoli.

Dbeibah succède au poste de Premier ministre par intérim à [Fayez al-Sarraj](#) qui passe volontairement la main. Mais, contrairement à Sarraj, Dbeibah va partager le pouvoir en laissant le poste de chef du conseil présidentiel à un homme du camp de l'Est, Mohamed Younes Menfi.

Le ticket Dbeibah-Menfi associe donc les deux camps rivaux, qui observent une trêve depuis juin 2020. Mieux, [le maréchal Haftar, le véritable patron de l'Est](#), a salué la nomination de ces personnalités patriotiques, laissant espérer que le Parlement exilé chez lui, à Tobrouk, votera la confiance au plus tard le 19 mars.

Le gouvernement intérimaire aura alors neuf mois pour préparer les élections générales de décembre et remettre en route l'économie, à commencer par la production de pétrole, principale ressource et source de conflit du pays. Sans oublier le départ des forces étrangères : [militaires turcs et miliciens syriens](#) à l'Ouest ; [avions et mercenaires russes](#), miliciens soudanais à l'Est...

Un programme intenable ?

Un programme titanesque que personne ne pense tenable. La personnalité d'Abdel Hamid Dbeibah pose en effet question. Issu d'une famille influente, l'homme a fait fortune sous... Kadhafi.

Aujourd'hui, ses intérêts d'affaires le lient de près à la Turquie dont il représente nombre de sociétés en Libye, mais aussi à la Russie, où il s'est rendu plusieurs fois. De là à imaginer que Russie et Turquie se sont entendues sur le ticket Dbeibah-Menfi pour préserver, comme en Syrie, leurs zones d'influences respectives, il y a un pas vite franchi.

<https://www.ouest-france.fr/monde/libye/en-libye-un-tandem-au-pouvoir-adoube-par-moscou-et-ankara-7150803>

ANTISEMITISME

Noémie Madar : "Un antisémitisme du quotidien s'est installé dans la rue, dans les écoles, les universités"

France Inter

vendredi 12 février 2021

par Mathilde Munos

A l'occasion d'une cérémonie commémorative à la mémoire d'Ilan Halimi, décédé il y a 15 ans, Noémie Madar, Présidente de l'Union des Etudiants Juifs, de France est notre invitée 6h20

Jeudi, Jean Castex a évoqué la hausse de l'antisémitisme en France, parlant de "petits gestes sales du quotidien". Pour Noémie Madar, présidente de l'UEJF, "c'est ça, la réalité de l'antisémitisme en France : les mots sont assez bien choisis. Depuis 15 ans, nous avons connu l'assassinat d'Ilan Halimi, puis les attaques de l'école Ozar Hatorah, de l'Hyper Casher (...) mais il y a un antisémitisme du quotidien qui s'est installé, dans les universités, dans la rue, ou à l'école".

"En 2020, il y a eu 44 agressions antisémites, soit autant qu'en 2019, alors que nous avons été confinés pendant six mois", déplore-t-elle, ainsi qu'une hausse de la haine en ligne : "Cela fait des années que les réseaux sociaux sont envahis par la haine, et que les GAFA refusent de modérer cette haine. La crise du Covid a permis une explosion de cette haine mais aussi une meilleure exposition". En décembre par exemple, une candidate de Miss France a été victime d'un torrent d'insultes sur les réseaux sociaux : "Malheureusement ça ne m'a pas étonnée", affirme Noémie Madar, "ça a donné une visibilité immense à cette question, mais dans les universités, dans les écoles, souvent quand, en tant que juif, on dit qu'on a de la famille en Israël, ça provoque des insultes, ou une stigmatisation".

"La lutte passe par trois points concrets : la prévention, la formation et la sanction", explique-t-elle, déplorant que le caractère antisémite (mais aussi raciste ou homophobe) "est très peu retenu par le parquet ou par les juges". "L'arsenal législatif existe (...), mais il faut qu'il soit appliqué, que les juges se rendent compte que le caractère raciste, antisémite ou homophobe est primordial, à la fois pour la victime, mais aussi pour éviter l'impunité".

Les invités

Noémie MadarPrésidente de l'Union des Etudiants Juifs de France

L'équipe

Mathilde Munos

<https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-6h20/l-invite-de-6h20-12-fevrier-2021>

Marvel obligé de reprendre une case d'Immortal Hulk jugée antisémite

L'éditeur de comics américain a corrigé une case controversée du 43e volume de la série qui revisite le mythe du super-héros. Son dessinateur Joe Bennett invoque une faute d'orthographe. Il aurait confondu «bijouterie» et «juiverie».

Par Le Figaro

Publié hier à 17:15

Une simple inscription rédigée à l'envers sur une vitrine aura déclenché les foudres des lecteurs de la série phare de Marvel, *Immortal Hulk*. Dans le 43e volume du comics lancé en 2019, Bruce Banner, le scientifique se transformant dès qu'il est en colère en Hulk, s'arrête dans une bijouterie pour y régler des achats. Une scène sans grande action qui a suscité cependant la colère de certains fans de la série. L'objet des griefs? Une inscription sur la vitrine au fond de la case indiquant le nom de la boutique, «*Cronenberg's Jewery*». Outre le nom mal orthographié du cinéaste, dont le scénariste Al Ewing est un grand fan, c'est le terme «Jewery» qui pose problème ainsi que l'étoile de David dessinée dessous.

La bonne graphie aurait été «Cronenberg's Jewelry» mais le dessinateur Joe Bennett a rogné la lettre L transformant le mot signifiant bijouterie en anglais en Jewery, «juiverie» donc. Simple oubli ou acte volontaire?

«Ce qui pourrait être un oubli de lettre ne passe pas quand sur la même devanture est dessinée une étoile de David, symbole important de cette religion. En plus du terme, l'imagerie véhicule donc un cliché éculé sur le rapport de la communauté juive à l'argent», a souligné le site spécialisé [Comicsblog](#), qui a révélé l'information. Et qui rappelle que Joe Bennett a déjà provoqué de vives réactions sur Internet pour ses opinions, notamment avec *«certaines de ses sorties homophobes et transphobes»*.

« Je n'ai pas d'excuse pour la façon dont j'ai dépeint l'étoile de David. J'ai échoué à comprendre ce stéréotype offensant, et après vous avoir écouté, je comprends maintenant mon erreur »

Joe Bennett, dessinateur d'*Immortal Hulk*.

«J'ai inclus des références à des célèbres réalisateurs de film de genre pour leur rendre hommage tout au long de la série, et dans Immortal Hulk #43, j'en ai glissé une à David Cronenberg. J'ai commis une terrible mais fortuite erreur par mes fautes d'orthographe - puisqu'en écrivant à l'envers, j'ai mal écrit les deux mots», s'est néanmoins justifié le dessinateur sur Facebook.

Avant d'enchérir sur l'étoile de David : «Je n'ai pas d'excuse pour la façon dont j'ai dépeint l'étoile de David. J'ai échoué à comprendre ce stéréotype offensant, et après vous avoir écouté, je comprends maintenant mon erreur. Ce n'était pas bien, c'était offensant et blessant à bien des égards. C'est une faute que je dois assumer, et je présente mes excuses à toutes celles et ceux que j'ai blessés. Je travaille avec Marvel pour corriger ça, et cette leçon me servira pour la façon dont j'approche mon travail et mes histoires.»

Marvel a en effet corrigé la case supprimant purement et simplement le nom de la devanture.

L'éditeur a également signifié aux revendeurs du comics qu'ils pouvaient renvoyer les numéros incluant la scène polémique en échange des nouvelles versions épurées.

<https://www.lefigaro.fr/bd/marvel-oblige-de-reprendre-une-case-d-immortal-hulk-jugee-antise-mite-20210211>

DISPARITION

La mort de Benjamin Orenstein, l'un des derniers survivants de la Shoah

Le Monde

Publié 11/02/2021 à 17h21

Seul membre de sa famille à avoir survécu à la barbarie nazie, il passera, après un long silence, le reste de ses jours à témoigner dans les écoles. Il est mort le 10 février, à l'âge de 94 ans.

Par Benoît Hopquin

Il est des vies simples, des voisins ordinaires, des amis discrets, qui enferment et taisent des mondes hors du commun. Ainsi de Benjamin Orenstein, tour à tour tailleur, commerçant, puis honorable retraité, mort mercredi 10 février, à Lyon, à l'âge de 94 ans. Pendant près d'un demi-siècle, cet homme a enfermé au-dedans de lui, claquemuré, son histoire, celle d'un gamin juif d'origine polonaise, qui, seul de sa famille, aura survécu à sept camps de la mort, dont Auschwitz-Birkenau.

Il ne voulait pas en parler et aurait gardé son secret jusqu'au bout si la ville où il avait refait sa vie n'était devenue, à la fin des années 1980, le siège du procès Barbie et un foyer des idées négationnistes. *« Je ne pouvais plus me taire. C'était inacceptable et insupportable. Il n'y avait pas eu de génocide ni de chambre à gaz, disaient-ils. Alors, où sont les miens ? »*

La victime, le témoin, poussé, engueulé même par Mireille, sa femme, est sorti de son silence buté. Il s'est mis à raconter à qui voulait l'entendre son périple au cœur de la Shoah. Il narrait ce voyage, comme s'il datait d'hier, le persillant d'humour, de colère et de tant d'interrogations insolubles sur la nature de l'être humain. Il ne lui restait rien de sa vie d'avant, si ce n'est une photo de sa sœur Hinda, trônant dans son salon. Et donc cette mémoire vive comme un diamant.

Parqués dans un ghetto

Avant la guerre, Benjamin Orenstein vivait à Annopol, un shtetl près de Lublin. Son père, Nahum, achetait dans les fermes polonaises des produits agricoles, notamment des veaux, qu'il abattait selon le rituel casher et revendait ensuite aux citadins. Sa mère, Tova Leia, l'aidait. Le couple avait cinq enfants : Haim, Jacob Meyer, Léon, Hinda et Benjamin, le petit dernier. La famille, comme ses ancêtres avant elle, tentait de composer avec l'antisémitisme ambiant. *« On croyait que c'était partout comme ça, qu'on était faits pour naître et vivre ainsi. On était comme un ver qui vit dans du raifort et pense qu'il n'existe rien d'autre de meilleur. »*

« J'encourais deux condamnations à mort. J'étais gagnant : ils ne pouvaient me tuer qu'une fois »

Mais comment deviner que bien pire pouvait exister ? Après l'invasion de la Pologne par l'Allemagne, en septembre 1939, les Orenstein voient leur situation se dégrader sans cesse. Les juifs d'Annopol sont parqués dans un ghetto et ne peuvent en sortir, sous peine d'être abattus sur place. Même sanction s'ils ne portent pas un brassard blanc frappé de l'étoile de David. Benjamin brave les deux interdictions pour travailler dans les fermes voisines et nourrir sa famille. *« J'encourais deux condamnations à mort. J'étais gagnant : ils ne pouvaient me tuer qu'une fois. »*

La suite est réservée aux abonnés.

https://www.lemonde.fr/disparitions/article/2021/02/11/la-mort-de-benjamin-orenstein-l-un-de-s-derniers-survivants-de-la-shoah_6069627_3382.html

GENOCIDE DES TUTSI

“Au revoir Maman, on se verra au ciel” : les terribles souvenirs d’Albertine, survivante du génocide rwandais

Sud Ouest

Publié le 11/02/2021

Mis à jour à 15h24

En 1994, Albertine, 21 ans, survit à une attaque qui décime sa famille puis à des mois d’errance dans l’horreur du génocide au Rwanda. En décembre 2020, elle a pu pour la première fois se recueillir auprès d’ossements potentiels de ses proches

Blottie entre le mur et une vitrine contenant crânes et ossements, la grande silhouette vêtue de noir d’Albertine Mukakamanzi est secouée de pleurs silencieux. Nous sommes au mémorial de Kibuye, dans l’ouest du Rwanda, inauguré en 2019 et construit sur le site des massacres du stade Gatwaro.

C’est ici que les parents d’Albertine, ses frères, sa petite sœur ont été tués en avril 1994, parmi des milliers d’autres. C’est la première fois qu’Albertine, 48 ans, seule survivante de sa famille, découvre ces vêtements et ossements des victimes, dont ceux, peut-être, de ses proches. Le lieu est oppressant : des cercueils, une immense étagère recouverte d’habits déchirés et tachés de sang. Des brosse à cheveux, des pipes, des chapelets disposés sobrement sur une table. “Je ne sais pas ce qui m’arrive, je ne pleure jamais d’habitude...”, souffle Albertine, en s’agrippant aux grilles à l’extérieur. “J’ai cherché si je voyais les vêtements de ma mère mais j’ai pas trouvé...”

Une détresse d’autant plus poignante qu’elle contraste avec la personnalité pétillante de cette entrepreneuse, retraitée de la police rwandaise où elle a servi dix-huit ans.

Massacre au stade

Albertine raconte aussi ses plus de deux mois de survie en une plongée saisissante dans sa mémoire de 1994. Après l’incendie de leur maison de Rubengera, les siens se réfugient au stade Gatwaro où, leur assure-t-on, des gendarmes vont “les protéger”. En réalité, le stade est attaqué par des miliciens extrémistes hutus. Ces “Interahamwe” ont été les principaux bras armés d’un processus d’extermination systématique des Tutsis : voisins, amis, hommes, femmes, enfants, sans distinction.

Entre avril et juillet 1994, ce génocide, orchestré par le régime hutu au pouvoir, a fait plus de 800 000 morts. "En entendant au loin des heures de tirs, en voyant les Interahamwe brandir des machettes devant le stade (...), on a rapidement compris que c'est la mort qu'on attendait..." Et le 18 avril dans l'après-midi, "ils ont tiré, tiré, tiré, lancé des grenades ; puis le soir ils sont venus tuer les gens avec des machettes, des couteaux".

En entendant au loin des heures de tirs, en voyant les Interahamwe brandir des machettes, on a rapidement compris que c'est la mort qu'on attendait..."

La nuit venue, la famille tente de se rassembler. Son frère aîné est déjà mort, son père et sa petite sœur très gravement blessés. Son autre frère et ses deux neveux ont disparu.

"Après avoir pleuré, j'ai dit à Maman " ils vont mourir... on a la chance d'être vivantes, il faut qu'on parte." Mais sa mère "très croyante" lui dit qu'elle a juré devant Dieu qu'elle "ne laisserait pas Papa dans le beau temps ou le mauvais temps". Albertine raconte comment elle quitte alors sa mère agenouillée en prière près de son mari et de sa petite fille, promise à un sort funeste dont chacune est consciente. "Je lui ai dit "au revoir Maman, on se verra au ciel..."

Dans la nuit du 18 au 19 avril, des Interahamwe entrent de nouveau dans le stade, pour finir de tuer blessés et rescapés. Le nombre de morts est estimé à 10 000. À la sortie du mémorial, Albertine montre la montagne recouverte de forêt, juste derrière, par laquelle elle a fui.

"Les chiens voulaient me manger"

Pendant des semaines, elle vit comme une bête traquée. Un jour, elle croise un groupe d'habitants hostiles, qui la violentent et la déshabillent. Une femme la frappe d'un coup de couteau au sein. Plus tard, découverte par des miliciens, Albertine se voit ordonner de creuser un trou "pour enterrer vivant un bébé traînant par là, qui essayait de lécher de l'eau de pluie". "J'ai refusé... ils allaient me tuer, que je le fasse ou non. Alors, l'Interahamwe a creusé, il a mis l'enfant dans le trou..."

Albertine se voit ordonner de creuser un trou "pour enterrer vivant un bébé traînant par là"

Puis la jeune femme est battue et laissée là. Dans cet enfer, une lueur d'espoir : un jeune Hutu tombe sur elle et décide de la cacher chez lui, par charité. Jusqu'au jour où sa mère la découvre : "Il y a une Inyenzi (cafard) ici !" crie-t-elle. Albertine est frappée, grièvement blessée à la

tête par des coups de machette dont elle garde des cicatrices dissimulées sous ses longues tresses. Elle raconte avoir été "jetée dans les latrines" de l'école, "par-dessus des corps déjà empilés".

"Mais rien ne s'oppose au destin", lance-t-elle. De retour chez lui, le jeune homme l'extirpe de ce cloaque. Albertine tente alors de rejoindre, tenant à peine debout, l'hôpital pour y être soignée. "Les chiens, qui mangeaient les autres corps, voulaient me manger aussi ; j'ai dû leur faire la guerre, avec une branche d'arbre."

Libérée par une religieuse

Albertine dit ne pas avoir été violée : "J'avais 21 ans mais l'aspect d'une vieille femme et je sentais le cadavre...". Elle croise des miliciens qui lancent : "Il faut laisser le déchet là, elle va mourir". À l'hôpital de Kibuye, "où il était strictement interdit de soigner les Tutsis", un infirmier la cache à la morgue avec d'autres filles. Des infirmières la soignent en cachette.

J'avais 21 ans mais l'aspect d'une vieille femme et je sentais le cadavre

Mais un jour, Albertine et d'autres sont découvertes par les Interahamwe, séquestrées dans une prison. Jusqu'à l'arrivée inespérée d'une sœur hollandaise de l'église dont Albertine était fidèle, partie à sa recherche et qui réussit à payer la police pour la libérer. Elle trouve refuge chez un ami et fin juin, apprenant que "les Français sont arrivés" en ville, elle parvient à se réfugier dans un camp de l'opération militaro-humanitaire française Turquoise.

Albertine a refait sa vie dans l'agitation et l'anonymat de la capitale, Kigali. Elle n'est jamais revenue vivre dans "sa forêt". Le mémorial de Kibuye est situé près d'une école, le silence du lieu est régulièrement chahuté par des cris d'enfants joyeux échappés de la cour.

L'attente d'un procès

Depuis près de dix ans, Albertine aide dans ses enquêtes sur place le couple franco-rwandais Dafroza et Alain Gauthier, qui traque les génocidaires présumés réfugiés en France. Elle doit témoigner à Paris lors du procès d'assises du Franco-Rwandais Claude Muhayimana, accusé de complicité de génocide pour avoir transporté dans l'ouest du pays des Interahamwe sur les lieux des massacres. Prévu en février, le procès vient d'être reporté à une date indéterminée à cause de la crise sanitaire." Ce que j'en attends, c'est le soulagement, si la justice fait son travail", explique Albertine.

<https://www.sudouest.fr/international/sod-rwanda-au-revoir-maman-on-se-verra-au-ciel-1281010.php>

Dossier du Collectif VAN - #FreeOsmanKavala ! Liberté pour #OsmanKavala !

**Dossier du Collectif VAN - #FreeOsmanKavala ! Liberté pour
#OsmanKavala !** <http://www.collectifvan.org/article.php?r=3&id=97568>

Nota CVAN :

Liberté pour #OsmanKavala en cliquant sur le bandeau animé (colonne de gauche, en-haut des petits bandeaux animés). Le [bandeau #FreeOsmanKavala](#), situé sous chaque visuel de notre site, est un appel du Collectif VAN à libérer Osman Kavala, injustement incarcéré en Turquie depuis le 1er novembre 2017.

RUBRIQUE AGENDA

RASSEMBLEMENTS-COLLOQUES-EXPOSITIONS- SPECTACLES-PARUTIONS

Agenda – Parution : Ordres de tuer. Arménie 1915, par Taner Akçam - CNRS Editions

Agenda - Vient de paraître : Ordres de tuer. Arménie 1915, par Taner Akçam - CNRS Editions – Collectif VAN - www.collectifvan.org – Collectif VAN – www.collectifvan.org – Vient de paraître le livre de Taner Akçam "Ordres de tuer. Arménie 1915" aux éditions du CNRS. Taner Akçam est un sociologue et historien turc, professeur au Centre pour l'étude de l'Holocauste et des génocides de l'université du Minnesota, aux Etats-Unis, et auteur de plusieurs livres importants sur l'histoire turque contemporaine, en particulier Un acte honteux. Le génocide arménien et la question de la responsabilité turque (Denoël, 2008). "Dès 1915, le gouvernement jeune-turc à la tête de l'Empire ottoman a cherché à présenter l'annihilation du peuple arménien comme un simple projet de déplacement et de réinstallation. À cette fin, des documents accablants ont été très vite détruits et ceux qui ne l'ont pas été sont considérés

jusqu'à aujourd'hui par les autorités turques comme des « faux ». Parmi eux figurent des télégrammes de Talaat Pacha et les mémoires de Naïm Efendi, bureaucrate ottoman qui travaillait au bureau des déportations d'Alep pendant les années 1915-1916. Ces documents ont longtemps été controversés, et les historiens, en l'absence de preuves suffisantes, évitaient de les citer. Ce livre rouvre le dossier. En véritable enquêteur, Taner Akçam s'est en effet lancé dans une minutieuse analyse de ces mémoires et des télégrammes qu'ils contiennent."

Publié le 30 janvier 2020

CNRS Editions

Taner Akçam

Ordres de tuer. Arménie 1915

24,00€

[\(Disponible en numérique\)](#)

Discipline : Histoire

EAN : 9782271127174

Date de parution : 09/01/2020

Pagination : 328

Format : 15 x 23 cm

Traduit de l'anglais par Gilles Berton

Préface d'Annette Becker

Dès 1915, le gouvernement jeune-turc à la tête de l'Empire ottoman a cherché à présenter l'annihilation du peuple arménien comme un simple projet de déplacement et de réinstallation. À cette fin, des documents accablants ont été très vite détruits et ceux qui ne l'ont pas été sont considérés jusqu'à aujourd'hui par les autorités turques comme des « faux ». Parmi eux figurent des télégrammes de Talaat Pacha et les mémoires de Naïm Efendi, bureaucrate ottoman qui travaillait au bureau des déportations d'Alep pendant les années 1915-1916. Ces documents ont longtemps été controversés, et les historiens, en l'absence de preuves suffisantes, évitaient de les citer. Ce livre rouvre le dossier.

En véritable enquêteur, Taner Akçam s'est en effet lancé dans une minutieuse analyse de ces mémoires et des télégrammes qu'ils contiennent. En comparant les systèmes de codage de ces câbles avec ceux employés dans d'autres documents conservés dans les Archives ottomanes, en étudiant le papier utilisé et la datation de ces pièces à conviction, en regardant de près les signatures, et en confrontant les événements mentionnés par Naïm Efendi avec d'autres sources, Taner Akçam parvient à démontrer qu'il ne peut y avoir aucun doute sur l'authenticité de ces « ordres de tuer ».

Apportant ainsi de nouvelles preuves quant aux plans d'extermination de la population arménienne, ce livre rend aussi manifeste la politique de destruction systématique par le gouvernement ottoman de toutes traces relatives à ces atrocités.

Revue de presse

« En s'appuyant sur l'exploitation de sources inédites, l'historien Taner Akçam porte un coup sévère au discours révisionniste des autorités turques. »

Clément Daniez, **L'Express**, 24 décembre 2019

« Pour faire silence sur l'Histoire, la Turquie a tissé une vaste toile d'allégations qu'Akçam détricote. [...] Akçam a écrit un grand livre, exigeant, sur la vérité et l'Histoire.

François-Guillaume Lorrain, **Le Point**, 2 janvier 2020

Taner Akçam accordait un entretien à Gaïdz Minassian pour **Le Monde des livres**, 9 janvier 2020.

Lire aussi :

Génocide arménien : le déni dynamité (L'Express)

https://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/genocide-armeni-en-le-deni-dynamite_2111659.html

Taner Akçam, auteur d'« Ordres de tuer. Arménie 1915 » : « Le déni du génocide des Arméniens est une politique d'Etat » (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/livres/article/2020/01/08/taner-akcam-auteur-d-ordres-de-tuer-armenie-1915-le-deni-du-genocide-des-armeniens-est-une-politique-d-etat_6025206_3260.html

Arménie 1915 : les preuves écrites du génocide, enfin (Le Point)

https://www.lepoint.fr/editos-du-point/sebastien-le-fol/armenie-1915-les-preuves-ecrites-du-genocide-enfin-05-01-2020-2356174_1913.php

URL :

<https://www.cnrseditions.fr/catalogue/histoire/ordres-de-tuer-armenie-1915/>

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=0&id=101393>

Agenda – Parution : « Déconstruction » d'Erol Özkoray aux Éditions Thaddée

Agenda - Vient de paraître « Déconstruction » d'Erol Özkoray aux Éditions Thaddée - Collectif VAN - www.collectifvan.org - Vient de paraître « Déconstruction », le roman d'Erol Özkoray aux Éditions Thaddée qui lève le voile sur la Turquie, est disponible dès à présent en librairie. Comment comprendre la Turquie contemporaine au-delà des clichés flatteurs – fidèle alliée de l'OTAN, incarnation modèle d'un islam tolérant – que diffuse à outrance l'une des plus grandes destinations touristiques internationales ? Un immense défi, car comme l'explique le héros de ce roman en partie autobiographique, la Turquie moderne et laïque, fondée par Mustafa Kemal en 1923 sur les ruines de l'Empire ottoman, est bâtie sur toute une infrastructure de mensonges abyssaux : des origines raciales délirantes mystifiant une race turque autochtone pure, à la négation d'une série de génocides, en particulier celui des Arméniens. Sans oublier leurs immenses biens spoliés, un butin qui a permis de financer en partie la guerre d'indépendance et de constituer de grandes fortunes qui ont perduré.

Publié le 24 octobre 2019

Éditions Thaddée

Déconstruction

Auteur :Erol Özkoray

ISBN :978 2919131747

Prix : 20,00€

Format : 15 x 21cm, 164 pages

Éditions Thaddée

Comment comprendre la Turquie contemporaine au-delà des clichés flatteurs – fidèle alliée de l'OTAN, incarnation modèle d'un islam tolérant – que diffuse à outrance l'une des plus grandes destinations touristiques internationales ? Un immense défi, car comme l'explique le héros de ce roman en partie autobiographique, la Turquie moderne et laïque, fondée par Mustafa Kemal en 1923 sur les ruines de l'Empire ottoman, est bâtie sur toute une infrastructure de mensonges abyssaux : des origines raciales délirantes mystifiant une race turque autochtone pure, à la négation d'une série de génocides, en particulier celui des Arméniens. Sans oublier leurs immenses biens spoliés, un butin qui a permis de financer en partie la guerre d'indépendance et de constituer de grandes fortunes qui ont perduré.

Dans cette découverte de la Turquie par sa « déconstruction », le lecteur aura pour guide Cem Aren, un jeune journaliste turc formé à l'école française. Il n'aura de cesse de démasquer ces mensonges d'Etat et de lutter pour faire triompher la vérité et la justice. Dans ses tribulations romanesques entre deux villes cardinales, Istanbul et Paris, il nous replonge dans les bouillonnantes années 1970 et 1980, et nous livre toute une série de révélations : la genèse du coup d'Etat de 1980, le nettoyage de toutes les mentions du génocide des Arméniens dans les archives ottomanes, l'affaire iranienne, les « passeports Mitterrand »...

Erol Özkoray, journaliste politique auprès des grands médias turcs et français, auteur de nombreux essais, lutte depuis 30 ans pour la défense des libertés en Turquie. Il est aussi l'un des tous premiers intellectuels turcs à avoir milité pour la reconnaissance du génocide des Arméniens. Élève du lycée francophone

Galatasaray, il étudie ensuite à Sciences Po Paris. Harcelé par les tribunaux en Turquie, il réside à Paris et Stockholm.

Avec Déconstruction, il se lance dans un nouveau genre, le roman.

http://www.editionsthaddee.com/livres_41.html

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=0&id=101059>

Agenda - Parution/Ahmet Altan/Textes de prison : Je ne reverrai plus le monde

Agenda - Ahmet Altan/Textes de prison : Je ne reverrai plus le monde - Collectif VAN - www.collectifvan.org - Actes Sud publie pour cette rentrée littéraire le récit de prison du journaliste et écrivain turc Ahmet Altan "Je ne reverrai plus le monde". Ahmet Altan est romancier, essayiste et journaliste, il était aussi rédacteur en chef du quotidien Taraf jusqu'au 15 juillet 2016. À cette date, la Turquie s'enflamme, des milliers de personnes descendent dans la rue à Istanbul et à Ankara suite à une tentative de putsch. Le lendemain commence une vague d'arrestations parmi les fonctionnaires, les enseignants, l'armée et les journalistes. Ahmet Altan fait partie de ceux-là, il sera condamné à perpétuité, accusé d'avoir appelé au renversement du gouvernement de l'AKP. Ahmet Altan a 69 ans. Ces textes sont écrits du fond de sa geôle. Poignants, remarquablement maîtrisés, ces allers-retours entre réflexions, méditations et sensations expriment le quotidien du prisonnier mais ils disent aussi combien l'écriture est pour lui salvatrice. Tel un credo il s'en remet à son imagination, à la force des mots qui seule lui permet de survivre et de franchir les murs.

Actes Sud

Je ne reverrai plus le monde

Textes de prison

Ahmet ALTAN

Hors collection

Septembre 2019 / 10,0 x 19,0 / 224 pages

traduit du turc par : Julien LAPEYRE DE CABANES ISBN 978-2-330-12566-0

prix indicatif : 18, 50€

Genre : Mémoires, témoignages et autobiographies

Ahmet Altan est romancier, essayiste et journaliste, il était aussi rédacteur en chef du quotidien Taraf jusqu'au 15 juillet 2016. À cette date, la Turquie s'enflamme, des milliers de personnes descendent dans la rue à Istanbul et à Ankara suite à une tentative de putsch. Le lendemain commence une vague d'arrestations parmi les fonctionnaires, les enseignants, l'armée et les journalistes. Ahmet Altan fait partie de ceux-là, il sera condamné à perpétuité, accusé d'avoir appelé au renversement du gouvernement de l'AKP. Ahmet Altan a 69 ans.

Ces textes sont écrits du fond de sa geôle. Poignants, remarquablement maîtrisés, ces allers-retours entre réflexions, méditations et sensations expriment le quotidien du prisonnier mais ils disent aussi combien l'écriture est pour lui salvatrice. Tel un credo il s'en remet à son imagination, à la force des mots qui seule lui permet de survivre et de franchir les murs.

Un livre de résilience exemplaire.

"Je peux écrire n'importe où, le bruit et l'agitation ne m'ont jamais dérangé. D'ailleurs, une fois que je suis plongé dans l'écriture, tout ce qui m'entoure disparaît. Je romps le contact avec le monde extérieur et m'enferme dans une pièce invisible où personne ne peut entrer que moi.

J'oublie absolument tout en dehors du sujet qui m'occupe.

L'une des plus grandes libertés qui puissent être accordées à l'homme : oublier. Prison, cellule, murs, portes, verrous, questions, hommes – tout et tous s'effacent au seuil de cette frontière qu'il leur est strictement défendu de franchir." Ahmet Altan

[Juillet 2019] La Cour Suprême turque casse sa condamnation à perpétuité

Vendredi 5 juillet 2019, la Cour Suprême de Turquie a rendu un nouveau verdict et a annulé en appel les jugements des tribunaux inférieurs. La Cour Suprême a acquitté Mehmet Altan, le frère d'Ahmet, accusé aussi d'avoir participé au putsch, en estimant qu'il n'existait pas de preuves de sa culpabilité.

Elle a cassé les condamnations à perpétuité d'Ahmet Altan, Mehmet Altan et de Nazli Ilıcak. Elle a conclu qu'Ahmet Altan et Nazli Ilıcak n'avaient pas commis l'infraction de "violation de la Constitution", et n'a retenu contre eux que celle d'"aide à un groupe terroriste sans être membre".

Pour autant, la Cour a rejeté les demandes de remise en liberté d'Ahmet Altan et de Nazli Ilıcak.

L'affaire est renvoyée devant la 26e Haute Cour Pénale d'Istanbul.

[Septembre 2018] Hommage à Ahmet Altan : rencontre avec Asli Erdogan

"À vous tous qui êtes rassemblés ici ce soir. Je vous remercie infiniment pour votre amitié.

Je ne sais pas si vous êtes conscients de la force extraordinaire que vous possédez, ainsi réunis, tous ensemble. Une force qui donne à l'homme que je suis, assis dans sa cellule de prison, à des milliers de kilomètres de chacun de vous, une confiance immense, une détermination totale. Celle de résister. Celle de croire à l'espoir. Votre amitié est mon bouclier. Aucune tyrannie ne saura le perforer. Votre amitié me protège.

Soyez certain que je connais la valeur d'un tel cadeau.

Paris me manque. Ses lumières, ses rues, ses sons, ses couleurs. Je ne suis pas certain de revoir Paris.

Alors, si ce soir, en sortant, vous passez près d'un bistro, buvez un verre, pour moi aussi.

Je vous embrasse avec tendresse." Ahmet Altan

L'association Les Nouveaux Dissidents organisait le 17 septembre 2019, en hommage à Ahmet Altan, une rencontre exceptionnelle avec Asli Erdogan (écrivaine et journaliste), Aysegul Sert (journaliste, reporter au New York Times), Timour Muhidine (directeur de la collection « Lettres turques » chez Actes Sud).

[Février 2018] Le romancier et journaliste turc, Ahmet Altan, a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

Accusé d'avoir participé au putsch manqué du 15 juillet 2016 alors qu'il ne fait que dénoncer, depuis plusieurs décennies, toutes les atteintes du pouvoir à la démocratie, Ahmet Altan était incarcéré depuis septembre 2016 à la prison de Silivri (à 70 kms d'Istanbul). Vendredi 16 février 2018, il a été reconnu coupable ainsi que cinq autres personnes dont son frère, le journaliste Mehmet Altan, d'avoir tenté de « renverser l'ordre prévu par la Constitution de la République de Turquie ou de le remplacer par un autre ordre ou d'avoir entravé son fonctionnement pratique au moyen de la force et de la violence ».

Il a été condamné à la réclusion à perpétuité le vendredi 16 février 2018, par le 26e tribunal pénal d'Istanbul.

[Juin 2019] 1000e jour de prison

"Après le coup d'état manqué de juillet 2016, nous sommes les deux premiers écrivains à avoir été arrêtés sur des chefs d'accusation kafkaïens. La prison à vie a été requise contre nous et nous avons cru d'abord que c'était une blague. Nous avons cru qu'ils nous libéreraient après avoir eu la satisfaction de nous avoir maltraités. Ils m'ont relâchée, mais lui, ils l'ont condamné à perpétuité. Sans preuve, sans faits avérés, c'est purement atroce !

J'appelle tous les écrivains, les éditeurs, les journalistes à être solidaires d'Ahmet Altan et de tous les écrivains, journalistes, jetés en prison ou persécutés." Asli Erdoğan, écrivaine et journaliste turque, arrêtée et emprisonnée pendant cinq mois en 2016.

Ahmet Altan, né en 1950, est un des journalistes les plus renommés de Turquie, son œuvre de romancier a par ailleurs connu un grand succès, traduite en de nombreuses langues (anglais, allemand, italien, grec...). Deux de ses romans sont parus en français, chez Actes Sud : Comme une blessure de sabre (2000) et L'Amour au temps des révoltes (2008).

Son père, le journaliste Çetin Altan, fait partie des 17 députés socialistes qui entrent au Parlement turc en 1967. Pour ses articles, il sera condamné à près de 2 000 ans de prison. En 1974, dans le contexte de « L'Opération de maintien de la paix » (invasion de la partie nord de Chypre par les forces militaires turques), Ahmet Altan s'engage dans le journalisme : très vite, il commence à être connu pour ses articles en faveur de la démocratie. Il publie en 1982 son premier roman (vendu à 20 000 exemplaires) puis devient, en 1985, le rédacteur en chef du journal Günes. Il publie son deuxième roman qui est condamné pour atteinte aux bonnes mœurs et fait l'objet d'un autodafé.

1990 : Devenu journaliste à la télévision, il condamne la guerre et les deux camps, en dénonçant les crimes du PKK Günes et de l'armée turque.

1995 : Il devient rédacteur en chef du journal Milliyet (l'un des plus importants du pays). Sous la pression de l'état-major, le journal le licencie. À la suite d'un article satirique, il est condamné à 20 mois de prison avec sursis. Il est accusé de soutenir la création d'un Kurdistan indépendant.

1996 : Son quatrième roman est un vrai phénomène de librairie, il y aborde les assassinats sans suite judiciaire.

1999 : Avec Orhan Pamuk et Yachar Kemal, il rédige une déclaration pour les droits de l'homme (et des droits culturels des Kurdes) et de la démocratie en Turquie, elle sera signée par Elie Wiesel, Günter Grass, Umberto Eco...

2007 : Il crée le journal d'opposition Taraf, dont il est rédacteur en chef jusqu'à sa démission en 2012.

2008 : Il publie un article, « Oh, Mon Frère » dédié aux victimes du Génocide arménien et se voit inculpé d'insulte à la Nation turque.

2011 : Il reçoit le prix Hrant Dink de la Paix (Hrant Dink est un journaliste arménien assassiné en 2007).

2016 : Il est arrêté en septembre, accusé d'avoir participé au putsch manqué du 15 juillet.

2018 : Il est condamné à la perpétuité aggravée le 16 février par le 26e tribunal pénal d'Istanbul.

2019 : Sa condamnation est confirmée en appel par la Cour Constitutionnelle le 3 mai. Le 5 juillet, la Cour Suprême casse sa condamnation à perpétuité mais rejette sa demande de remise en liberté.

Esprit critique et très en prise avec la société turque, il a été arrêté le 10 septembre 2016 ainsi que son frère Mehmet Altan, également journaliste, accusés d'avoir participé au putsch manqué du 15 juillet 2016. Douze jours plus tard, il est mis en liberté provisoire, mais vingt-quatre heures plus tard, il est de nouveau incarcéré, inculpé « d'appartenance à une organisation terroriste » et de « tentative de renversement de la République de Turquie ».

Ahmet ALTAN

<https://www.actes-sud.fr/catalogue/litterature/je-ne-reverrai-plus-le-monde>

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=0&id=100885>

DOSSIERS PERMANENTS

Observatoire du Négationnisme du Collectif VAN

Récapitulatif des principaux faits et articles négationnistes relevés depuis 2006.

SOMMAIRE : <http://www.collectifvan.org/article.php?id=21105>

Ephémérides

La rubrique "Ephéméride" du Collectif VAN a été lancée le 6 décembre 2010. Elle recense la liste d'événements survenus à une date donnée, à différentes époques de l'Histoire, sur les thématiques que l'association suit au quotidien. L'éphéméride du Collectif VAN repose sur des informations en ligne sur de nombreux sites (les sources sont spécifiées

[Les éphémérides du Collectif VAN \(1ère partie\)](#) sous chaque entrée).

[Les éphémérides du Collectif VAN \(2ème partie\)](#)

SITES INTERESSANTS

Visitez notre page de liens : <http://www.collectifvan.org/liens.php?r=7>

QUELQUES INFORMATIONS SUR LE SITE DU COLLECTIF VAN

Rubrique Info Collectif VAN

Retrouvez toutes les traductions de la presse anglophone ou turcophone dans notre rubrique Info Collectif VAN

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?r=0&page=1>

Le Collectif VAN met en ligne régulièrement des traductions de la presse anglophone et turcophone. Oeuvres de militants, de sympathisants du Collectif VAN et de prestataires, ou émanant de sites externes (tel celui de la FEAJD), ces traductions visent à mettre à la disposition du plus grand nombre, les informations essentielles à la bonne compréhension de l'actualité.

Vous retrouverez également dans la **Rubrique Info Collectif VAN** :

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?r=0&page=1>

- nos informations ou communiqués de presse, ainsi que ceux de certaines organisations externes.
- le sommaire bi-quotidien de notre Revue de Presse du jour.
- la Revue de la presse turque en français (ni traduite ni commentée de notre part).
- la Revue de la presse arménienne préparée par l'Ambassade de France en Arménie.

Rappel :

Vous avez en haut de page, un module Recherche pour retrouver un article. Attention, le champ de saisie ne doit comporter qu'un seul mot. Essayer de cibler

en choisissant plutôt des noms propres, pour éviter un trop grand nombre d'occurrences.

Appel aux dons :

Aidez-nous à poursuivre notre mission d'information et de vigilance !

Envoyez vos dons :

Par chèque bancaire à l'ordre du "Collectif VAN"

A adresser à : Collectif VAN - BP 20083 - 92133 Issy-les-Moulineaux - France

Votre avantage fiscal :

Si vous êtes imposable, 66% du montant de votre don sont déductibles de vos impôts sur le revenu (de l'année suivante), dans la limite de 20% de vos revenus imposables. Un don de 100€ ne vous coûtera en réalité que 34 €.

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?r=0&page=1>

Utilisez au mieux le site du Collectif VAN

Info Collectif VAN - www.collectifvan.org - Le site du Collectif VAN met à jour quotidiennement des dizaines d'articles. Sachez naviguer dans les rubriques !

Rubrique News

Depuis le 20 octobre 2015, la page [News](#) du site www.collectifvan.org a cessé d'être alimentée mais elle constitue une source d'archives pour les informations quotidiennes qui y ont été postées depuis le lancement du site en mars 2006. La revue de presse - collectée 5 jours par semaine par la webmaster du **Collectif VAN** à partir des médias en ligne francophones - est donc à suivre uniquement dans la [Veille-Média](#) du Collectif VAN et sur les réseaux sociaux de notre association très active sur [Facebook](#) et [Twitter](#).

Info Collectif VAN

Toutes les traductions, résumés, informations propres au Collectif VAN sont en ligne à l'accueil dans la Rubrique Info Collectif VAN

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?r=0&page=1>

Tout sur VAN

Mieux connaître le Collectif VAN : rendez vous à la rubrique Tout sur VAN.

<http://collectifvan.org/rubrique.php?r=1&page=1>

Tout sur VAN : vous y trouverez également les courriers des lecteurs

Les courriers des sympathisants du Collectif VAN nous font chaud au cœur et nous confortent dans la certitude que notre approche du combat que nous menons, est juste. Et comme ça fait toujours du bien de relire de temps en temps leurs encouragements et dans la mesure du possible, nous mettons en ligne les mails reçus, du plus récent au plus ancien (en ne gardant que les initiales des sympathisants) :

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=1&id=6137>

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=1&id=2203>

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=1&id=538>

Salle de Presse

Tous les articles de la presse française rendant compte des actions réalisées par le Collectif VAN sont en ligne dans la rubrique Salle de presse.

<http://collectifvan.org/rubrique.php?r=2&page=1>

Communiqués

Les Communiqués du Collectif VAN se trouvent dans la rubrique Communiqués.

<http://collectifvan.org/rubrique.php?page=1&r=9>

Actions VAN

Tous les articles présentant les actions organisées et réalisées par le Collectif VAN sont mis en ligne dans la rubrique Actions VAN.

<http://collectifvan.org/rubrique.php?r=3&page=1>

Agenda

Les annonces parlant des événements culturels à venir (réunions publiques, manifestations, conférences, concerts, projections de films, expositions, parution d'ouvrages, etc.), sont mises en ligne dans la rubrique Agenda.

<http://collectifvan.org/rubrique.php?r=5&page=1>

Photothèque

De nombreux photos-reportages sont disponibles en ligne dans la rubrique Photothèque

http://collectifvan.org/rubrique_photo.php?r=6

Veille-Media

Toutes les Veilles-Media à télécharger sur :

http://www.collectifvan.org/rubrique_veille.php?r=9&page=1

MEDIAS

Quelques émissions TV & radios

où les citoyens peuvent intervenir

Soyez un citoyen actif et participez aux débats dans les médias.

Quelques coordonnées :

TF1 - 1, quai du point-du-jour 92656 Boulogne cedex

Tel : 01 41 41 12 34 / 0803 809 810 — Fax : 01 41 41 28 40

Internet : www.tf1.fr

France 2 - 7, esplanade Henri-de-France 75907 Paris cedex 15

Tel : 0825 033 333 Fax : 01 56 22 98 74

Internet : www.france2.fr

Email : mediateurinfo@france2.fr

France 3 - 7, esplanade Henri-de-France 75907 Paris cedex 15

Tel : 0825 033 333 Fax : 01 56 22 75 02

Internet : www.france3.fr

Email : com@france3.fr

mediateurinfo@france3.fr

Canal + - 85-89 quai André Citroën 75711 Paris cedex 15

Tel : 01 44 25 10 00 Fax : 01 44 25 12 34

Internet : www.cplus.fr

France 5 - 8, rue Marceau 92785 Issy-les-Moulineaux cedex 9

Tel : 01 55 00 74 74 — Fax : 01 55 00 77 00

Internet : <http://www.france5.fr/>

Email : <http://www.france5.fr/contact/>

Ecrivez à Alain Le Garrec, médiateur des programmes sur :

<http://www.france5.fr/contact/W00069/2/71909.cfm>

Arte - 2a rue de la Fonderie 67080 Strasbourg cedex

Tel : 03 88 14 22 55 — Fax : 03 88 14 22 00

Internet : www.arte-tv.com

Email : communication@arte-tv.com

M6 - 89, av. Charles de Gaulle 92575 Neuilly/Seine cedex

Tel : 0825 06 66 66 - Fax : 01 41 92 66 10

Internet : www.m6.fr

CNEWS - 6 allée de la Deuxième DB 75015 Paris

Tel : 01 53 91 50 00— Fax : 01 53 91 50 01

Internet : www.itelevision.fr

LCI - 54 av. de la Voie Lactée 92656 Boulogne cedex

Tel : 01 41 41 23 45— Fax : 01 41 41 38 50

Internet : www.lci.fr

Quelques émissions Radio :

France Inter www.radiofrance.fr

Le téléphone sonne

En semaine de 19h20 à 20h00

Si vous voulez poser une question, témoigner et/ou intervenir à l'antenne...

- le téléphone 01.45.24.70.00 dès 17h
- Internet, en utilisant le formulaire de la page "Pour intervenir".
- le SMS+ pour réagir pendant l'émission, de 19h20 à 20h : sur votre téléphone mobile, saisir le code " TEL " suivi d'un espace, votre question puis valider et envoyer au 6 20 30. (0.35€ par message plus le prix du sms)

Le lundi, mardi, jeudi et vendredi à 19h20, nous vous invitons à réagir sur un thème de l'actualité, à poser vos questions aux invités du téléphone sonne. Vous pouvez également, après la diffusion, réécouter l'émission dans son intégralité.

RMCwww.rmcfinfo.fr

BOURDIN & Co Le 1er show radio d'info

Du lundi au vendredi de 6h à 10h.

Découvrez une nouvelle façon de traiter l'info du matin avec "Bourdin &Co" !
Finis les journaux austères et redondants. Voilà enfin un espace de liberté où auditeurs, politiques et journalistes sont logés à la même enseigne.
Jean-Jacques Bourdin agite, provoque, polémique, et vos réactions ne se font jamais attendre! Un ton débridé et sincère pour des échanges parfois musclés mais toujours respectueux. Pour intervenir : Appelez le 3216 (0,34€/min).

=====

L'association des auditeurs de France Culture

L'association des Auditeurs de France Culture (aafc), créée en 1984, rassemble les personnes qui veulent manifester leur intérêt pour cette chaîne de radio dont les émissions sont écoutées et appréciées au delà de nos frontières.

L'objet de l'association est de regrouper les auditeurs de France Culture pour favoriser des rencontres et coordonner les actions visant à :

- l'évolution de la chaîne dans le maintien de sa qualité ;
- la préservation de son identité et de sa spécificité ;
- l'amélioration de sa technique et de son confort d'écoute ;
- son ouverture aux différents aspects de la culture ;
- son rayonnement et développement de son influence ;
- sa pérennité.

L'Association se déclare attachée au caractère de service public de France Culture et ne saurait en aucun cas se substituer à lui. Elle se veut pluraliste et indépendante de tout engagement politique, confessionnel, syndical et philosophique.

Association des auditeurs de France Culture

83 boulevard Beaumarchais

75003 Paris

Téléphone : 01 42 09 03 67

Courriel : aafc@free.fr

=====

Collectif VAN

[Vigilance Arménienne contre le Négationnisme]

BP 20083, 92133 Issy-les-Moulineaux - France

Boîte vocale : +33 1 77 62 70 77 - Email: contact@collectifvan.org

<http://www.collectifvan.org>

Les Infos Collectif VAN sur :

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?page=1&r=0>